QUATRIEME ANNEE. — N° 808.

VENDREDI 16 JUIN 1916.

8

MINISTÈRE DE LA GUERRE 10 BUREAU DE LA PRESSE

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITÉ
14, rue Drouot (Paris 9e). — Téléph. : CENTRAL 69-70

Abonnements : Paris 20 fr.; Départements 24 fr.; Étranger 32 fr.

DIRECTEUR :
Miguel ALMEREYDA

RÉDACTION & ADMINISTRATION
142, rue Montmartre (Paris 2e). — Téléph. CENTRAL 80-62

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

Le Retour à la Terre

A tout prix, il faudra y retourner. Cette pensée n'a rien de commun avec « *Memento quia puivis es...* » Il faudra y retourner, avant la mort ; le plus tôt possible... tout de suite.

La Terre est la bonne, la seule, l'éternelle nourrice. Les gars les plus robustes, avant la guerre, la quittaient volontiers, attirés par les cités ; ils n'y reviendront pas tous, hélas ! Beaucoup, dans la tranchée, l'ont prise pour lit et l'ont gardée pour tombeau.

Il faut retourner à la terre. Gretchen l'a pensé avant nous. Il y a un an, nous riions de son pot de fleurs où le petit pois devait fleurir. Nous nous moquions du jardinet improvisé dans le terrain vague, derrière les palissades, sans air, entre deux pignons ; aujourd'hui, Jenny l'ouvrière est contrainte à l'imitation, dans l'expectative des demains faméliques.

L'hôpital a toujours tort, comme dit le proverbe, de se gausser de la charité. Inconscience, inconséquence, légèreté d'esprit, sont, bien souvent, nos moindres défauts.

Produire vraiment, toute la vie est là ; et, sans production, pas de résistance. Chaque fois qu'il nous faut satisfaire au plus élémentaire de nos besoins : manger, c'est aux fruits de la terre qu'il nous faut en appeler. Nous souhaitons qu'ils soient abondants, car, alors, nous sortirons de table rassasiés; mais, s'ils sont rares, nous aurons payé cher, et notre estomac protestera contre l'insuffisance.

La terre, c'est notre chair, notre sang, notre quiétude et notre force. Elle devrait être l'objet constant de nos attentions, de nos soins, de notre amour. Nous devrions nous entretenir d'elle passionnément ; elle est notre mère et nous la négligeons... Nou l'abandonnons et, déjà, nous sentons confusément que le rôle de l'enfant prodigue devrait être le nôtre.

La terre prenait des airs d'amante délaissée ; farouche, elle se hérissait de chardons et de ronces. Les villes modernes, toujours coquettes, parées et réjouies, étaient tentaculaires. Comme les bouches de la pieuvre aspiraient Giliatt, elles prenaient quiconque, jetait un regard vers elle, en passant ; mais ces prometteuses de plaisirs, muaient vite en minotaures, absorbant les hommes corps et biens, âme et vie.

Pauvres laboureurs ou bergers, combien de vous furent leurrés par l'appât des salaires ! Vous avez quitté la charrue, le troupeau, les vastes horizons, pour vous échouer, de plus en plus nombreux, dans l'enfer des cités populeuses, que vous croyiez un paradis.

Vous êtes devenus des ouvriers, des manœuvres. Dans l'usine trépidante, vous avez veillé devant les tours en suivant, d'un œil mort, le ruban d'acier qui se déroulait. Vous avez, plus d'une fois, revu, par la pensée, les petits villages espacés, vétustes, avec leurs toits moussus, leur pignons lézardés, groupés autour du clocher sonore. Ces visions vous criaient la douleur du sol délaissé, propre à porter de nouveaux germes, dans la perspective des sillons où fleurit le blé, où mûrit le pain. Vous vous disiez alors que l'exode rural vers les régions de filatures ou de fonderies était un mal : vous souffriez de la lèpre des taudis, quand vous auriez pu jouir de l'air pur et de l'espace, dans la maison natale, là, du moins, les misères, mal cachées, ne s'étalent pas ; le vice, né de la promiscuité fatale dans les agglomérations, — le vice, né aussi de la privation, des frôlements du luxe insolent, déchaînant d'autant plus l'envie que ce luxe est immérité, — ne s'engendrait point, parmi toutes les tares des capitales !

Pourtant, si la guerre n'était pas venue, l'exode eût continué, incessant, progressif, cela n'est pas douteux. Paris et sa banlieue, qui ont pris trois cent mille habitants aux campagnes françaises depuis le dernier recensement, en eussent pris encore 300 000 d'ici le prochain recensement. Combien cela eût-il représenté de maisons vides et de jardins abandonnés ? Mais il n'en sera rien ; tranquillisons-nous, la guerre est venue, et tout le monde, sous les drapeaux poursuit un but commun.

Il n'en sera rien ? Qu'en savez-vous ? Vous vous imaginez que la guerre est une éducation, que chacun, au fond de sa cagna, a pu faire un retour sur soi-même pour pénétrer les simples ou les suprêmes vérités ? Vous vous trompez. Craignez plutôt que la guerre ait démontré le privilège dont jouit véritablement celui qui a quitté la terre pour se faire ouvrier d'usine. Est-ce que ce n'est pas au paysan qu'il appartient plus particulièrement de veiller aux créneaux, de courir à l'attaque, de supporter tous les chocs et de périr lorsque c'est nécessaire ?

Certes, le courage ne s'amollit pas, mais les fleurs bénies des beaux rêves, des ambitions légitimes, se fanent surtout pour ceux qui s'étaient promis d'entretenir à jamais la maisonnette de leur naissance, qui abrita l'agonie des aïeux, et n'abritera plus, sans doute, ceux qui sont devenus les seuls combattants aux lendemains mal assurés.

Et, s'ils étaient venus, ceux-ci, jadis, sur le pavé des cités, peut-être, aujourd'hui, seraient-ils aussi dans quelque usine, paisiblement, bien payés. Ils ont comme un regret de n'avoir point pris autrefois un chemin d'exil. Que leur importeraient leurs champs en jachères ? La bruyère y rosirait parfumée ; les moissons n'y mûriraient peut-être plus dans l'avenir, mais, au prix de cette rançon, ils seraient assurés de la vie sauve ; ils connaîtraient la lèpre des taudis et se familiariseraient volontiers, pour un tel résultat, avec les promiscuités des agglomérations.

Retourner à la terre ? Etes-vous bien sûrs que le paysan qui combat y soit bien décidé Pourriez-vous jurer que, sous le prétexte que la terre est la nourrice des hommes, il y attachera son fils et lui en inspirera un amour ineffaçable ? Je ne le crois pas. On nous parle d'essor économique, de commerce florissant, d'industrie triomphante : il y aura de la place pour occuper des bras ailleurs que dans les sillons ou dans les forêts à exploiter. Les villages deviendront, sans doute de plus en plus petits, les maisons, de plus en plus lézardées, les champs, de plus en plus incultes. Le mal, risque d'avoir des racines plus profondes, et, bien que la vie soit, pour l'ouvrier, le petit employé ou le fonctionnaire, plus marâtre que jamais, il est à redouter que, cette vie, on la préfère à celle du laboureur ou du fermier, qui ne découvrent dans la leur, ni satisfaction, ni garantie.

Législateurs, quel sera le remède à cette situation !

Gilles NORMAND.

Voir en deuxième page :
LES DERNIERES NOUVELLES DE FRANCE ET DE L'ETRANGER

Le Comité secret

Laissons les beaux esprits et les plaisantins des feuilles réactionnaires exercer leur verve.

Laissons-les invoquer les philosophes, les hommes d'Etat, les poètes, les dramaturges et les fabulistes.

Quand on aura épuisé Diderot, La Bruyère, Piron, Voltaire, Lafontaine, Stern, estropié Guizot, mis à la torture Châteaubriand et fait subir les derniers outrages à la prose indigente de Mme de Rémusat, il n'en restera pas moins que la réunion de la Chambre en comité secret est un des événements les plus considérables et les plus heureux de l'histoire de la République.

Pour la première fois depuis le commencement de l'affreuse tuerie, le Parlement va se trouver en mesure de prendre toutes ses responsabilités.

On ne bâillonnera plus les orateurs en invoquant le public qui écoute et « l'ennemi qui nous épie ».

Chaque député pourra parler clair, assurer avec précision, condamner sans ménagements, exiger avec netteté.

On ne sera plus tenu de se contenter d'allusions vagues et de timides suggestions.

On pourra énoncer des faits, produire des documents, révéler des chiffres, prononcer des noms.

Le résultat importe peu. Le pays exige seulement qu'on en finisse avec les incertitudes et qu'on épure enfin cette atmosphère d'inquiétude qui entoure les organismes d'exécution.

Le Parlement peut « y aller », comme dit l'autre. Il a tous les titres et tous les droits. C'est à lui, à sa vigilance passionnée, à son activité inlassable, que la France doit d'être en partie sortie de la routine bureaucratique ; et c'est par lui qu'un minimum d'équilibre, de sécurité économique et de justice sociale a été maintenu à l'intérieur de la nation.

Elles ont aussi la plus éloquente introduction au débat de demain.

que pas de saveur.

Elles sont la meilleure réponse qui puisse être faite aux sarcasmes des sots et aux calomnies des réacteurs.

Miguel ALMEREYDA

L'armée russe et la diversion

L'avance russe se poursuit ; aux deux ailes, la déroute autrichienne s'accentue.

En Volhynie, nos alliés sont en train de déblayer la route qui va de Loutsk à Vladimir-Volynsk.

En Galicie, ils ont pris Snyatin sur le Pruth, pendant qu'en Bukovine ils occupent les faubourgs de Czernowitz, en attendant d'occuper la ville.

Le chiffre des prisonniers qu'ils font augmente tous les jours. Au dernier communiqué, nous en sommes à 121.720 au total, dont 1.720 officiers.

Les prises dépassent 130 canons et 260 mitrailleuses, auxquels il convient d'ajouter un sérieux butin qui comprend les installations les plus hétéroclites.

Quelques jours encore de batailles semblables accompagnées d'une progression correspondance, et le « brillant Second » serait atteint en plein cœur.

Mais, là encore, il convient peut-être de souligner la différence des procédés qui existe entre les deux groupes de nations.

L'Allemagne ne peut pas laisser écraser sa fidèle alliée. Envoyer des renforts aux généraux autrichiens serait presque certainement inopérant. C'est autre chose que tente Hindenbourg.

Déjà, le communiqué nous annonce que les Allemands prennent l'offensive entre le Styr et la Dvina, engageant des effectifs très importants.

Le célèbre maréchal, dont on sait la gloire et la renommée dans l'empire, réussira-t-il à frapper des coups assez rudes pour contraindre les Russes à faire une volte-face et à suspendre un instant la poursuite de leur offensive, pour refouler les régiments d'élite qu'il va engager ?

C'est ce que l'avenir nous apprendra. Il serait vain de rien présumer avant d'avoir des informations exactes ; mais, quelle que soit l'issue de cette diversion, il faut convenir que nos ennemis continuent à jouer parfaitement leur partie.

En France, alors que l'inquiétude gagnait tous les cœurs, lorsque les Allemands nous assénèrent à Verdun les rudes swings que l'on sait, n'avons-nous pas été nombreux, civils comme militaires, à rêver d'une diversion dans le genre de celle d'Hindenbourg, qui se serait produite à l'aile droite de l'ennemi ?

Cette diversion, on ne l'a pas tentée, et c'est aux Russes que revient l'honneur d'avoir contraint les Allemands à renoncer, d'une façon définitive, à leur ruée sur Verdun.

La sobriété du communiqué français répond aux communiqués du général Broussiloff : les Russes attaquant, les Allemands sont contraints de renoncer à toute offensive sur notre front.

Mais, alors que le maréchal Hindenbourg va ramasser ses meilleures légions pour parer au péril qui menace la coalition du centre, allons-nous voir notre front, — et quand nous disons « notre front », nous n'en excluons pas le front britannique — demeurer immobile ?

Il ne nous appartient que de poser la question.

Général N.

Les Russes à Czernovitz

ILS OCCUPENT LES FAUBOURGS

Londres, 15 juin. — La lutte continue, très violente autour de Czernowitz.

La ville est à peu près coupée de ses communications avec l'extérieur.

Les Russes ont délogé les Autrichiens de la tête de pont de Sadagora et ont pénétré dans les faubourgs nord-est de la ville. Il apparaît bien que celle-ci ne peut plus tenir longtemps.

LES COMMENTAIRES ALLEMANDS

Zurich, 15 juin. — Les journaux allemands continuent à commenter les progrès de l'offensive russe. Les *Dernières nouvelles de Munich* avouent que les Autrichiens ont été forcés d'évacuer la partie nord-est de la Bukovine sous la pression de forces supérieures.

La *Gazette de Francfort* espère que la supériorité des troupes allemandes sur les troupes austro-hongroises rétablira la situation. Elle avoue que les armées du général Broussiloff ont remporté un grand succès, et elle annonce que la Roumanie doit être très impressionnée par les succès russes en Galicie et en Bukovine.

La *Taglische Rundschau* écrit que les Russes ont engagé leur offensive avec une grande masse de troupes ce qui a mis les Autrichiens en détresse.

DERNIÈRE HEURE

Communiqué officiel

15 Juin — 15 heures

661e JOUR DE LA GUUERRE

Sur les deux rives de la Meuse, aucune action d'infanterie au cours de la nuit. Les deux artilleries se sont montrées actives dans la région de Chattancourt ainsi que dans le secteur au Nord de Sourville.

Dans les Vosges, un fort détachement ennemi qui, à la faveur d'un vif bombardement, tentait d'aborder nos lignes, a été repoussé par nos feux de mitrailleuses.

Un autre coup de main ennemi sur nos positions au Nord-Ouest du Bonhomme, a complètement échoué.

Conseil des Ministres

Les ministres se sont réunis ce matin, à l'Elysée, sous la présidence de M. Poincaré. Ils se sont entretenus de la situation diplomatique et militaire.

Le président du Conseil a fait approuver par le Conseil des ministres l'institution d'une commission extraparlementaire pour l'examen des questions de principe et d'ordre général concernant le régime des prisonniers de guerre. Cette commission comprendra, indépendamment des chefs de service des ministères des Affaires étrangères, de la Guerre et de l'Intérieur, des membres des commissions compétentes du Sénat et de la Chambre des députés.

L'affaire Brunot

Le gouvernement, à la suite des incidents soulevés par la publication d'une circulaire de M. Brunot, inspecteur général des services administratifs au ministère de l'Intérieur, a chargé une commission d'enquête d'examiner les faits mettant en cause M. Brunot.

Cette commission a émis l'avis qu'on trouvera ci-après :

La commission instituée par le décret du 23 mai 1916, en vue d'examiner les faits mettant en cause M. Charles Brunot, inspecteur général des services administratifs, et composée de :

MM.

Hébrard de Villeneuve, président de section au Conseil d'Etat, président ;

Le colonel Collin, attaché à la direction des Forges au sous-secrétariat de l'artillerie et des munitions ;

Le capitaine de vaisseau Brisson, chef de la 4e section de l'état-major général de la marine ;

Le contrôleur de 1re classe de la marine Bijard, directeur administratif des inventions ;

Leymarie, directeur du personnel et du cabinet au ministère de l'intérieur ;

Ogier, conseiller d'Etat, directeur du contrôle et de la comptabilité au ministère de l'intérieur ;

Considérant qu'à la date du 21 avril 1916, M. Charles Brunet, inspecteur général des services administratifs au ministère de l'intérieur, a adressé, par la poste, sous pli fermé, à diverses personnes intéressées à l'armement maritime, une circulaire imprimée non signée, dont le titre est : « Y a-t-il autre chose que les torpilles automobiles lancées par les sous-marins dans les torpillages de l'Allemagne ? » ;

Que les documents joints à cette circulaire permettaient de conclure que M. Brunot en était l'auteur, ainsi qu'il l'a d'ailleurs toujours reconnu ;

Qu'en exposant des hypothèses vraisemblables, mais non vérifiées par les faits, en donnant à ces hypothèses l'apparence de réalités et en tirant des faits des conclusions discutables, M. Brunot a pris une initiative imprudente, et que la communication de sa circulaire était inopportune ;

Qu'à la suite de l'envoi de cette circulaire. M. Brunot a été accusé par divers organes de la presse française de s'être fait l'agent de la propagande allemande et d'avoir ainsi porté atteinte aux intérêts de la défense nationale ;

Que cette accusation n'est corroborée par aucun document versé au dossier, ni par aucun fait porté à la connaissance de la commission.

Est d'avis :

Qu'il résulte de l'enquête à laquelle la commission a procédé que, si M. Brunot a commis une imprudence, rien ne permet de mettre en doute sa bonne foi, sor honorabilité, son patriotisme.

Paris, le 9 juin 1916,

Les membres de la commission : Hébrard de Villeneuvuve, — Collin, — Brisson, — Bijard, — Leymarie, — Ogier.

M. Lloyd George accepterait la succession de Lord Kitchener

Londres, 15 juin. — On annonce que le portefeuille du ministère de la guerre a été officiellement offert à M. Lloyd George. Il est très probable que ce dernier acceptera la succession de Lord Kitchener. M. Lloyd George continuerait néanmoins à prendre une part très active à la direction du ministère des munitions.

M. Albert Thomas à Saint-Etienne

Saint-Etienne, 15 juin. — A une adresse qui lui avait été votée par le conseil général de la Loire, sur la propostion de M. Durafour, député, M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat à l'artillerie et aux munitions, vient de répondre par la lettre suivante adressée à M. Lallemand, préfet de la Loire :

« C'est un précieux réconfort et un puissant encouragement que de me sentir en communion d'idées avec les représentants d'un des départements qui prennent la part la plus active au formidable labeur de la défense nationale et je vous prie de vouloir bien transmettre au conseil général de la Loire l'expression de mes remerciements.

« Vous voudrez bien dire aussi combien je suis heureux de voir associé aux efforts du Parlement et au mien, dans les éloges du conseil général, le personnel des usines de la Loire. C'est la collaboration de tous en effet, c'est l'union de toutes les forces du pays qui assurera notre victoire, et, par elle, et grâce à elle, la libération des peuples.

Le Congrès dss mécaniciens et chauffeurs

On nous communique l'ordre du jour suivant :

Le Syndicat des mécaniciens et chauffeurs et faisant fonctions (section de l'Etat) réuni en congrès les 13 et 14 juin 1916, à l'issue de ses travaux :

Déclare être fermement résolu à apporter son concours et son dévouement, sans réserve, à la défense nationale.

Considérant que par cette attitude il n'abdique aucune de ses revendications professionnelles : réglementation du travail, indemnité de cherté de vie,

Considérant que ces revendications sont le minimum de ce qui doit être résolu immédiatement pour l'amélioration de la situation précaire des cheminots de l'Etat,

Considérant que par sa décision de créer l'Organisation unique, le Syndicat adhère à la C. G. T. et s'engage à la seconder dans toute son action,

Envoie son salut ému d'admiration à tout le prolétariat combattant pour le droit, la Justice et la Civilisation.

Se sépare aux cris de Vive le Syndicat des mécaniciens et chauffeurs ! Vive l'Organisation Unique ! Vive la C. G. T. !

Bourse de Paris

DU JEUDI 15 JUIN 1916

Marché généralement bien disposé. La Rente Française 5 0/0 accentue son mouvement de hausse, les Industrielles sont de nouveau recherchées. On observe un peu de flottement dans le groupe des valeurs cuprifères.

Fonds d'Etat. — Français 3 p. 100, 63 ; 5 p.100, 88 90 ; Russe 1889, 69 90 ; 1891, 60 ; 1896, 55 50 ; 1901, 67 ; 1909, 78 50.

Actions diverses. — Banque de France, 4.925 ; Nord de l'Espagne, 447 ; Andalous, 374 ; Midi, 925 ; Suez, 4.475 ; Omnibus, 445 ; Caoutchoucs, 101 50 ; Malacca, 124 50 ; Briansk ord., 363 ; Toula, 1.022 ; Malizoff, 605 ; Hartmann, 391.

A LA CHAMBRE

C'est demain que se tiendra la séance du comité secret. Le bureau de la Chambre s'est prononcé très nettement pour qu'il en soit ainsi ordonné.

Toutes les portes du Parlement seront closes; les journalistes parlementaires seuls auront accès à la salle du public.

Un compte rendu sténographique sans revision sera tenu et déposé aux archives ; car il est indispensable qu'il reste trace de ces séances historiques.

UNE RÉFORME

Le coup de pouce

Hier, toute la soirée fut animée. Les terrasses des cafés regorgeaient de consommateurs qui commentaient le nouvel horaire.

Certains, les impatients, n'avaient pu attendre et, dès 9 heures, avaient avancé les aiguilles de leurs montres. D'autres, plus à principe, se postèrent devant une horloge et n'opérèrent l'escamotage qu'à l'instant officiel.

D'autres encore, les rétrogrades ne modifièrent rien, en disant, comme les horloges pneumatiques : « L'heure, j'm'en f... »

A voir tous ces gens grouiller sur le boulevard, on se serait cru un soir de comète fantastique. On était gai et on commentait en riant les nouvelles mesures.

A la gare St-Lazare, les banlieusards étaient quelque peu désorientés. Une affiche était apposée qui « ne garantissait pas les correspondances » et les employés étaient interpellés par des voyageurs inquiets qui ne comprenaient encore rien du système adopté. Il fallut aux sous-chefs de gare un stoïcisme biblique pour garder un calme souriant.

Dans les théâtres qui regorgeaient de spectateurs — en quoi les craintes des directeurs furent vaines qui pensaient que l'heure de sommeil escamoté aux dormeurs les ferait se mettre au lit plus tôt —, dans les théâtres on prit la modification agréablement.

Chez Mayol, c'est Henri Varna qui s'écrie : « Mesdames, Messieurs, il est minuit ».

A la Renaissance, c'est Marcel Simon qui répond en riant au refrain des interprètes de « l'Hôtel du Libre Echange », « Quelle nuit ! Quelle nuit ! »

— Et pourtant, celle-ci a une heure de moins ! !

A la sortie, on s'en fut pressé, sans flâner, il était déjà minuit et demi.

Une de nos jeunes artistes avait accordé un rendez-vous pour minuit à un soupirant persévérant. Elle recevait de lui ce quatrain madrigalisant :

Béni soit Honnorat qui, d'une heure ravie
A la marche du Temps, précipite ma vie
Ecourte mon attente et rapproche d'autant
L'instant béni, ma mie, entre tous les instants.

Le nouvel horaire fit, pour le moins un heureux.

Je connais un mien ami, qui, par suite d'un surcroît de précautions se leva ce matin avec une heure de retard.

Cet ami a hébergé des parents, réfugiés du Nord. Avec la bonne, cela fait douze personnes habitant sous le même toit.

Hier soir, la bonne en s'allant coucher avança la pendule de soixante minutes. Le patron, précautionneux poussa les aiguilles d'autant. Il fut, peu après, imité successivement par sa femme, sa belle-mère, ses trois enfants et ses cinq cousins du Nord.

En sorte qu'après ces douze poussées successives, les aiguilles avaient accompli un tour de cadran complet et rattrapaient l'ancien horaire. Mon ami, confiant en son geste de la veille, arriva en retard d'une heure à son bureau où le chef lui fit vertement comprendre que l'excès de précautions est un défaut.

A part cette anicroche d'ordre privé, le système Honnorat n'a causé le moindre ennui ; chacun s'est montré dans les rues une heure plus tôt, sauf toutefois le soleil qui, comme ces jours-ci, ne s'est point montré du tout.

Marcel SERANO.

AUX HALLES

Aujourd'hui, les arrivages ont été de 33.700 kilos au marché de la volaille, et de 62.000 kilos au poisson.

Environ quatre cents ménagères se sont facilement approvisionnées à l'heure de la vente au détail.

Il y a eu, au reste, une baisse appréciable au marché à la volaille, où l'on a pu se procurer du lapin à 2 fr. 70 le kilo et du poulet à des prix très favorables.

Il a été mis en resserre environ 2.800 kilos de volaille et 5.000 kilos de poisson.

UN PESANT HÉRITAGE

Des millions, de la haine...

Mlle Colonna Romano va déposer une plainte... mais les profanateurs courent toujours

Nous faisions pressentir hier qu'une plainte serait déposée entre les mains du procureur de la République, au sujet de la mystérieuse affaire du viol de la sépulture de Mme Lantelme.

Il nous apparaissait que, devant l'audace des malfaiteurs, devant l'impunité dont jouissent depuis cinq ans ceux qui visitèrent une première fois le cercueil de l'artiste, devant l'inertie de la police, quelqu'un d'autorisé devait s'élever contre ce crime et demander justice.

Mlle Colonna Romano, qu'Alfred Edwards fit sa légataire universelle, nous a donné l'assurance qu'elle était décidée à déposer une plainte *contre inconnu*, en même temps qu'elle nous disait toute l'horreur que lui inspire le forfait des macabres criminels.

CHEZ Mlle COLONNA ROMANO

— Vous venez donc aussi me torturer ?

Et Mlle Colonna Romano, en prononçant ces mots d'accueil, émerge brusquement d'un aimable fouillis de rouges pivoines, de coussins verts et jaunes et de peaux de bêtes aux teintes marbrées.

— Vous torturer, mademoiselle ?

— Hé oui, vous venez pour m'entretenir de ce nouveau forfait qu'ont commis sur la dépouille de cette chère Lantelme des gens que vous appelez si justement des vampires ?

» Pauvre, pauvre amie ! Pourquoi faut-il qu'un mauvais génie s'acharne sur sa mémoire ? Ne l'a-t-on pas assez calomniée ? Pourquoi les récits qu'on a faits de cette prétendue orgie, sur le yacht d'Edwards, en Allemagne, et ces descriptions scandaleuses de scènes auxquelles son mari et elle faisaient quotidiennement assister leurs familiers ? Quels intérêts poussaient ces anonymes diffamateurs ?

» Il faut donc qu'après six ans, une voix s'élève encore pour défendre ceux à qui on devrait tout au moins laisser le repos de la tombe ? Mais je suis, cette fois, bien décidée à traquer ceux qui s'acharnent ainsi sur notre pauvre Ginette.

» Si j'ai attendu *quelques jours* pour prendre une décision, c'est que je dois voir aujourd'hui seulement Me Maurice Bernard, mon avocat, qui rentre de province et qui fera pour moi toutes les démarches nécessaires.

UN HERITAGE DE HAINE

— Cette nouvelle violation de la sépulture de celle que vous aimiez donne, mademoiselle, un nouveau regain d'actualité aux fables que l'on a faites sur l'héritage qu'à sa mort Alfred Edwards vous a laissé. On dit que le mari de Lantelme n'avait plus rien ou presque, que sa fortune était pour ainsi dire réduite à néant.

— Hé oui, je connais ces « on dit ». Ils sont tendancieux, comme le reste. Des gens ont cru devoir reporter sur moi la haine qu'ils avaient pour Lantelme. Cet héritage que l'on dit insignifiant est cependant de quelques millions. Combien en restera-t-il ? Un procès commencé en 1912 et abandonné depuis la guerre à cause de l'absence d'une des parties, menace de ne jamais finir. Edwards ne m'a pas fait sa légataire avec l'intention de me donner de l'argent, mais simplement pour que je continue ce qu'il avait commencé.

MAIS LA PROFANATION ?...

— Et, mademoiselle, quel intérêt, selon vous, auraient ces voleurs, ces vampires, ces énigmatiques visiteurs ?

— Quel intérêt, mais je ne sais. Les bijoux qu'ils n'avaient pas trouvés voici cinq ans, sont maintenant à Bruxelles en la possession de Mme Lantelme mère, qui, hier encore ignorait que la tombe de sa fille eût de nouveau été souillée.

» Je sens, comme vous, l'étrangeté de ce second crime, mais je ne peux lui donner aucune explication.

» On suppose un mystère, on devine de pendantif-ce sdré sdré sdré sdrétucm louches manœuvres, mais leur but ?... »

Et, pendant que Mlle Colonna Romano me parle, je regarde, sur le porte-musique d'un clavecin vieillot, le favori de l'artiste, un portrait, celui de Lantelme, un portrait au visage souriant de ce sourire qui, presque autant que son talent, fit le succès de la jeune et belle artiste.

Mlle Colonna Romano a surpris ma mimique. Dans ses yeux, je vois passer toute la douleur qu'elle éprouve.

— Dites bien, fait-elle en me donnant la main, que je ferai tout pour savoir, car ces vilaines actions crient justice.

Edouard ROULEY.

UN CRIME A CHARONNE

Une propriétaire assassinée à coups de bâton

Ce matin, à l'aube, une vieille femme de 74 ans, Mme Penêtre, propriétaire d'une petite maison toute décrépie, de la rue des Vignolles, à Charonne, qu'elle louait en garni, a été trouvée morte sur le seuil de son habitation.

L'enquête menée par les soins de M. Leriche, commissaire de police, a démontré que Mme Penêtre avait été frappée au visage et à la poitrine vraisemblablement avec un bâton.

Crime mystérieux (car on ne connaissait pas d'ennemis à la victime) et sur lequel la police ne possède à l'heure actuelle aucune indication.

On n'a rien volé, rien touché et on n'est même pas entré dans la maison.

Petites Nouvelles

—o— Athènes, 15 juin. — M. Hector Romanos, frère du ministre de Grèce à Paris, est mort ce matin.

La Chambre a son secret

Mon âme a son secret, verdun a son mystère.

C'est la Chambre qui parle, parodiant gravement le sonnet d'Arvers.

Car vous n'avez pas oublié que, demain vendredi, 16 juin, nos députés interpelleront le gouvernement en Comité secret.

Autour de ce huis-clos, les bruits les plus fols ont couru ; on a déclaré que la questure allait prendre des mesures draconiennes pour prévenir toute faite, pour empêcher toute indiscrétion.

Les grilles du Palais-Bourbon, annoncent les uns, seront hermétiquement closes, après qu'auront été expulsés le public et les journalistes. Les attachés de cabinet seront détachés dans le salon des Quatre-Colonnes sous l'œil soupçonneux des huissiers.

D'autres vous glissent dans le tuyau de l'oreille, en prenant des allures de conspirateurs :

« Les portes de l'hémicycle seront mi-« nutieusement cadenacées.

« C'est l'honorable M. Pierre, secrétaire « général de la présidence, qui fera office « de barman et apportera aux orateurs le « verre d'eau sucré.

« — Les sténographes devront prêter ser-« ment avant d'entrer dans la salle des « séances. »

Car si les contemporains doivent ignorer toutes les paroles qui seront prononcées ce jour-là, l'Histoire, la Postérité, doivent connaître les décisions prises au cours de cette mémorable réunion secrète.

Taisez-vous ! Méfiez-vous !

Tel sera le mot d'ordre rigoureux.

Rentré chez lui, chaque honorable devra mettre un bœuf sur sa langue pour ne pas céder aux demandes pressantes d'une épouse intriguante ou d'une petite amie curieuse.

Car nul autre qu'un député ne pourra assister au huis-clos de demain. Seuls, MM. les membres du Comité secret pénétreront dans l'antre mystérieux... Les sénateurs, les conseillers municipaux, les anciens députés sont exclus.

Le président de la République lui-même, murmure-t-on, devra attendre place de la Concorde. Tout comme un simple électeur, il sera tenu éloigné des délibérations. Les règlements sont les règlements,

Et la garde qui veille aux barrières du Louvre
N'en défend point les rois.

A l'heure où nous paraissons, toutes les mesures sont prises. Les sténographes établiront une copie des débats, une copie sans revision — gare les pataquès, les phrases malvenues, — une copie qui sera versée aux Archives et placée immédiatement sous scellés.

La question a statué : le secrétaire général est converti en buffetier, les garçons au gilet rouge en pandores incorruptibles, les sténographes en muets, les huissiers en sergents de ville.

Et demain, les badauds qui stationneront devant le Palais-Bourbon seront contenus par un mur infranchissable d'huissiers et de soldats, un mur derrière lequel il se passera -- peut-être — quelque chose.

M. S.

LES LIVRES

Une voix de femme dans la mêlée[1]

« ... Une femme qui n'est pas stoïcienne », dit Romain Rolland, dans la préface du livre de Marcelle Capy, et c'est un rare éloge, au temps que nous vivons.

Qu'une femme écrive une œuvre de pitié, semble d'habitude, fort naturel. On nous cède, avec tant soit peu d'indulgent dédain le privilège de l'apitoiement. Mais aujourd'hui, cette pitié, on l'inscrit à notre compte comme manœuvre de trahison.

Pour égaler le courage des hommes, les femmes crurent devoir imposer silence à leur sensibilité. Cela ne parut point malaisé à pas mal qui y parvinrent. Toutes pourtant n'y consentirent pas. Certaines de ces dernières, continuèrent leur tâche, le cœur déchiré, mais cachant leur blessure par conception de devoir ou de fierté. Elles auront été les héroïnes silencieuses dont les vertus d'amour se haussèrent à mesure que grandissait la douleur.

Parmi celles qui firent taire en elles la pitié, nous eûmes les amazones bruyantes, les guerrières, que l'idée de la mort ne fit point défaillir, parce qu'elles l'auréolèrent d'un reflet glorieux.

D'autres enfin, les honnies, les galeuses, n'ayant point de fierté et n'arrivant pas à l'acceptation de la haine, se débattent depuis des mois dans l'angoisse, chaque jour renouvelée et une, parfois ,ose crier sa douleur.

C'est parce qu'elle était digne d'être de celles-là, c'est parce qu'elle souffrit avec celles-là, que Marcelle Capy a élevé sa voix émue dans le fracas des mitrailles déchaînées. Simplement, avec un tranquille courage, elle a noté, en toute impartialité, le mal et le bien.

Il faut de la vaillance, en ce moment pour un tel acte de justice. Cette vaillance est cause de maintes pages blanches dont s'orne l'œuvre de Marcelle Capy. Que contenaient-elles donc d'amères vérités ?..... La bonté pourtant vibre tellement dans ce livre, que même les condamnations y demeurent sans fiel. Rester bon, il est vrai, au milieu de la tourmente, paraissait un paradoxe vieilli et hors d'usage. Avec son talent familier et tendre qui, en de certaines pages, telle « la terre l'a eu », atteint une profonde beauté, Marcelle Capy nous a démontré qu'il n'en est rien. C'est doux à retrouver, comme un cher visage aperçu qu'on ne croyait plus revoir.

Une femme pour laquelle on n'évoquera pas une des grandes figures antiques au cœur glacé, ah ! Marcelle, qu'on vous remercie d'être celle-là !

Fanny CLAR.

(1) *Une voix de femme dans la mêlée*, chez Ollendorff, éditeur, rue de la Chaussée-d'Antin.

Les suggestions de la haine

M. Salandra a été victime de sa franchise. Ce compatriote de Machiavel, a mieux aimé tomber que de mentir, il eût pu ne pas convenir de certaines erreurs : il n'a pas même consenti à ne pas en parler.

De cette franchise, M. Salandra avait déjà donné des preuves éclatantes. C'est lui qui déjà, douchant certains enthousiasmes, résuma en la formule à jamais fameuse de « l'égoïsme sacré » les raisons qui déterminèrent l'intervention de l'Italie. L'Italie, nous signifiait-il, accepte de se battre contre l'Autriche pour défendre ses intérêts et réaliser ses légitimes ambitions, — par pour d'autres raisons.

Cette formule enchanta nombre de Français ; ils s'en emparèrent pour réprouver toute immixtion du sentiment dans la politique. Soyons égoïstes, disent-ils à tout propos ; dépouillons-nous de notre sentimentalité ; pas de sensiblerie, pas d'idéologie, non plus ; n'ayons qu'un idéal : nos intérêts.

Soit. Repoussons les suggestions du sentiment. Faisons non pas la politique du cœur, mais la politique de la raison. N'écoutons pas les voix de l'amour, mais soyons sourds aussi aux voix de la haine. L'égoïsme sacré nous commande de n'avoir en vue que les intérêts du pays. Mais la vue claire, la nette perception de ces intérêts, la soif de vengeance s'y oppose autant que la soif de dévouement.

Jamais autant qu'en ces jours où se réunit la conférence des Alliés, le rappel de cette loi de notre politique fut plus opportun. Nos représentants vont ,avec ceux des Alliés, discuter de notre attitude commerciale et industrielle vis-à-vis de l'Allemagne, après la guerre. Et déjà l'on nous propose de poursuivre, la guerre militaire terminée, une guerre économique qui ne finira point ; et, cette guerre éternelle, on la justifie comment ? En nous disant qu'il faut tirer de l'Allemagne une vengeance permanente.

Eh quoi ! Une vengeance ? Après avoir fait taire les voix de l'amitié, nous écouterions d'une oreille complaisante celles de la haine ! L'égoïsme sacré exclut toute pensée autre que l'amour de soi-même ; il exclut le désir de vengeance comme le désir de sacrifice. Notre intérêt, où est notre intérêt ? Voilà ce que devront se demander nos représentants à la Conférence économique des Alliés. Sauvegarder les intérêts de notre industrie et ceux de notre commerce, telle doit être leur préoccupation. Ils ne doivent pas en avoir d'autre.

Et s'il leur est démontré que nous avons été les bénéficiaires de l'article 11 du traité de Francfort, qui était la loi de nos rapports économiques avec nos vainqueurs de 71, s'il leur est démontré que nous avons plus à perdre qu'à gagner à rompre toutes relations commerciales avec l'Allemagne, sous prétexte que nous devons haïr éternellement notre ennemie, s'il leur est démontré que ces représailles économiques que l'on nous propose d'instituer tariraient ces sources où s'alimente la prospérité de notre commerce et de notre industrie, sous prétexte de satisfaire notre haine, alors nos représentants ne devront pas hésiter.

Ayant l'égoïsme sacré comme loi suprême, résolus à rester insensibles à toutes les funestes suggestions du sentiment, ils repousseront les mauvais conseils de la haine comme les appels décevants de l'amour.

Et, en agissant ainsi, ils ne sauvegarderont pas seulement nos intérêts : ils sauveront, par-dessus le marché, notre réputation de peuple humain et civilisé, chez lequel la vendetta nationale est aussi méconnue que la vendetta familiale.

Georges CLAIRET.

A "L'OFFICIEL"

Où l'on voit que la lecture du « Journal Officiel » est parfois aussi intéressante — sinon plus — que celle du « Bonnet Rouge »

Discussion du projet de loi portant ouverture des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916

M. le président. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 ; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics.

La parole est à M. Aristide Jobert, dans la discussion générale.

M. Aristide Jobert. — Monsieur le président, mon collègue, M. Brizon, est inscrit à la fin de la discussion générale. Afin de sauvegarder les droits des parlementaires et afin d'obliger les ministres à être présents quand nous les avertissons, je cède mon tour de parole à M. Brizon et je parlerai à son tour.

M. le président. — La parole est à M. Brizon.

M. Brizon. — Messieurs, le Gouvernement vous demande, pour le trimestre qui s'ouvre ,un crédit nouveau de 8 milliards et, selon les chiffres de M. le rapporteur général du budget dans son rapport, si la guerre, par malheur, durait jusqu'au 31 décembre 1916, les dépenses de la France s'élèveraient à 63 milliards.

Sur les 8 milliards du trimestre, il y a un crédit pour étouffer la pensée française.

C'est contre la censure que je vais parler. Pour parler contre elle, il me suffira, devant cette Chambre éprise de liberté et particulièrement de la liberté de penser pour laquelle tant de républicains, sous l'Empire et même au début de la troisième République, ont lutté, il me suffira, dis-je, de lire l'article suivant qui a été interdit dans le *Bonnet Rouge* du 11 juin 1916 sous les plus terribles menaces. Il est pourtant bien anodin. Il vous rappellera précisément un temps de monarchie où il n'était pas permis de parler directement et où, justement, sous l'oppression de la liberté, la pensée cherchait son chemin.

Voici cet article :

« Le mauvais président. »

C'est celui de Chine que je veux dire.

« La Chine est un « pays charmant » et les Chinois sont des républicains délicieux. Il y en a, comme ça, des centaines de millions !

« Avez-vous vu avec quel art oriental ces Chinois-là viennent de se débarrasser du mauvais président ?

« Yuan-Chi-Kaï est mort. Il a bu le mauvais thé.

« Quand il fut élu, il y a quelques années, quelqu'un dit :

« — C'est la guerre qu'il nous apporte !

« Et, en effet, il a apporté la guerre — la guerre civile. Il en est mort.

« A bas le dictateur ! cria un autre républicain, le jour même où il fut proclamé.

« Et, en effet, il a froidement exercé, par calcul, sur son pays, une dictature sanglante. Il en est mort aussi.

« ... Ainsi reçoive un châtiment soudain
« Quiconque fait pleurer les cœurs les moins [humains

« C'était un pauvre petit homme.

« Nos gazettes ont naguère publié son portrait. Vous l'avez vu. Il était laid.

« Pire : son ridicule externe reflétait sa misère interne. Sans quoi, je ne parlerais point de sa taille courte comme ses idées, ni de son cœur sec comme sa barbiche.

« Un égoïsme impitoyable durcissait ses yeux froids.

« Des hommes de cette fausse trempe sacrifieraient un pays, des générations, à leur moi exécrable.

« L'empire ! il aurait l'empire, dût-il noyer la Chine sous une pluie de sang !

« Il a eu l'empire pour un temps, et le mauvais thé pour toujours !...

« Une ambition féroce gonflait toute sa chétive personne, la portait, l'exaltait.

« Autour de cette ambition, il nourrissait mille petites vanités.

« Il se croyait orateur. On s'approcha. Il était vide.

« Il se disait maître en finance. A la cour, un instant, il **fit illusion. On examina** près. On vit un aveugle qui jugeait des couleurs.

« Il voulut être ministre des affaires étrangères. Il le fut. Mais l'ambassadeur du grand pays de l'Ours blanc le prit, dit-on, comme perroquet, et, en 1906, l'impératrice, déçue, congédia Yuan-Chi-Koff, domestique... des autres.

« Il était mandarin — du mandarinat militaire — dès l'année 1898, et à l'âge de trente-neuf ans. Mais l'un des plus beaux jours de sa vie fut celui où des courtisans lui offrirent la palme et le firent entrer avec eux dans une espèce de congrégation civile de mandarins verts à panache blanc.

« Sa vanité s'était développée aux dépens de son courage. Au moindre danger, il courait se cacher au fond de sa cave. Les caves de Pékin sont célèbres depuis les Boxers, Pichon et Yuan.

« Dévoré par l'inquiétude continue et non contenue au sujet de sa popularité, le défunt président avait rétabli dans la république chinoise la censure impériale et, énergiquement, il s'abritait derrière.

« Si Favre était Chinois et s'il avait été là, il lui aurait dit :

« Des bruits courent, monsieur le prési-« dent, des bruits plus forts que toutes vos « censures, parce que c'est la voix de la Na-« tion qui les propage... »

« Vers la fin de sa carrière, Yuan ne portait plus le « bonnet rouge » des républicains. Il ne le disait même pas !

« On dit que le pauvre homme a beaucoup souffert, au début, d'apparaître aux foules sous le costume démocratiquement terne dont la République l'avait gratifié — et mortifié.

« Pour aller à travers les provinces couvertes de rizières et de pavots, de la rivière Blanche au fleuve Jaune et du fleuve Jaune au fleuve Bleu, ce président de malheur a voulu cacher sa modestie et son académie sous les oripeaux des empereurs déchus.

« Et c'est sous ce haillon doré, c'est pour sa vanité, son ambition et sa gloire, que ce président « au cœur léger » a trahi la République, servi la réaction et ensanglanté sa patrie...

« Louis XVI avait jadis fait à peu près la même chose, chez nous. Capet fut notre premier mauvais président. La Convention le lui fit bien voir, le 21 janvier 1793 ! Mais, depuis ce jour-là, nous avons, en France, perdu l'habitude de ces opérations — « un « peu rudes », comme pourrait dire M. de Vogué, s'il était encore de l'Académie française.

« Quant aux Chinois républicains, ils ont ôté à leur Yuan-Chi-Kaï le goût du Soleil Levant.

« Le mauvais président n'est plus qu'un soleil couché. Vive la République ! A bas la réaction !

« Le mauvais président est mort. A bas la guerre civile ! Vive la paix !

« PIERRE BRIZON,
« *député de l'Allier.* »

« *P.-S.* — « Sous toutes réserves », comme dit l'huissier. Les jugements historiques sont sujets à revision. Certains traits du portrait de l'homme néfaste auront peut-être besoin d'une retouche. En tout cas, je parle des choses de Chine, « sans garantie du Gouvernement ».

« P. B. »

Il n'a paru de mon article, dans le *Bonnet Rouge*, que les deux initiales qui terminent le *post-scriptum*.

Je pense que le fait de pouvoir parler du mauvais président de Chine dans un journal suffit à condamner la censure politique. Je pense aussi que la Chambre sera désireuse de réduire le crédit demandé dans la proportion nécessaire pour ramener la censure à sa plus simple expression, c'est-à-dire à une censure qui, veillant à la défense de la patrie, empêche de passer les informations militaires et de politique extérieure qui pourraient renseigner l'ennemi, mais qui respecte les droits de la pensée française et les libertés de la France républicaine. (*Applaudissements sur les bancs du parti socialiste.*)

(*Extrait du* Journal officiel, *numéro d'aujourd'hui, page* 1331 (3e *colonne*) *et* 1332 1re *et* 2e *colonnes.*)

POUR L'ÉCOLE LAÏQUE

Un ordre du jour des instituteurs

On sait la campagne menée par les syndicats d'instituteurs pour obtenir la libération de leurs collègues R. A. T.

L'école publique est complètement désorganisée, et les classes surchargées d'élèves ne sont point pour faciliter la tâche des maîtres.

A la suite de la dernière réunion du syndicat des institutrices et instituteurs publics de la Seine, un ordre du jour a été adopté, demandant aux pouvoirs compétents, dans les termes les plus pressants, d'examiner la situation de ces instituteurs.

Que l'école publique est un grand service d'intérêt national au même titre que ceux des chemins de fer ou des postes ;

Qu'elle a la mission de préparer la France de demain ;

Qu'il y a, par conséquent, lieu d'éviter de la désorganiser, dans la mesure du possible ;

Que les instituteurs mobilisés, R.A.T., inaptes à faire campagne ou versés dans le service auxiliaire, seraient plus utiles dans leur classe qu'à balayer, par exemple, les cours des quartiers ;

Qu'il faut, en plus, considérer que leur mobilisation dans ces conditions occasionne à l'Etat une double dépense inutile, puisque d'une part ils reçoivent leur traitement, sont nourris et habillés au corps, et qu'ils sont d'autre part remplacés dans leur fonction par des intérimaires, trop souvent inexpérimentés, qui reçoivent un traitement mensuel d'Etat de 100 francs et comme dans la Seine, une allocation supplémentaire de 50 francs.

Que le nombre des auxiliaires mobilisés est assez considérable pour rendre inutile leur présence dans les services auxquels ils sont affectés ;

Renouvelle pour *la troisième fois* le vœu :

Que les instituteurs R.A.T., inaptes à faire campagne ou auxiliaires soient mobilisés dans leur poste civil.

Affirme :

Que les parents des enfants qui fréquentent les écoles publiques seraient heureux d'en apprendre la réalisation.

La Conférence Économique DES ALLIÉS

Une haute personnalité nous dit ce que sera la lutte contre l'hégémonie commerciale et industrielle de l'Allemagne au lendemain de la guerre.

Le programme et les travaux de la Conférence économique des Alliés, qui se tient au quai d'Orsay et qui a tenu séance, ce matin, sous la présidence de M. Clémentel, ministre du commerce, sont rigoureusement tenus secrets. Il est évident que cette mesure est sage, car il est inutile d'apprendre à ceux que l'on va combattre et les moyens et les armes qu'on emploiera contre eux. Il est également inutile, si quelques dissentiments devaient se produire dans les discussions courtoises entre les Alliés, d'en faire publiquement l'étalage.

La Conférence économique compte dans son sein des hommes éminents qui peuvent se partager en deux catégories : les doctrinaires et les « pratiques ».

Dans la première groupe se trouvent des conseillers d'Etat, des économistes et, notamment, M. Arthur Raffalovitch. Dans le second groupe, on voit M. Michel Batcheff, attaché commercial à l'ambassade de Russie ; M. Luccioli, directeur des gabelles d'Italie, etc., etc.

C'est le sentiment de ce second groupe que traduisait, hier, à la fin du discours de M. Briand, M. Hughes, premier ministre d'Australie, délégué de la Grande-Bretagne, en posant ces deux questions qui sont tout un programme et qui déroutent les habitudes des Leibureau de diplomatie et d'économie.

« — A-t-on préparé des propositions ?

« — Quelles conclusions voions-nous ? »

Pour aboutir, la Conférence économique des Alliés doit, en effet, avant toute chose, solutionner pratiquement les problèmes économiques que pose la victoire des pays de l'Entente sur leurs ennemis.

LE PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE

Il ne saurait entrer dans l'esprit d'aucun journaliste français de percer le secret du programme et des travaux de la Conférence. Dans des cas pareils, il n'y a pas de Censure qui tienne. C'est la conscience professionnelle, c'est la foi patriotique qui imposent la discrétion et qui sont les meilleurs censeurs. Cependant, nous avons demandé à une haute personnalité qui prend part aux travaux de la Conférence son opinion sur la réussite et la réalisation des motions qui y seront votées. Cette personnalité a pu nous dire, sans tomber dans le péché d'indiscrétion, le programme des travaux. C'est M. Aristide Briand lui-même qui l'a délimité dans son discours.

Il s'agit pour la Conférence de réaliser « une grande œuvre de reconstitution qui s'impose à la solidarité des Alliés ». Cette grande œuvre réclamera sans doute des mesures exceptionnelles qui seront de deux ordres :

1° Mesures de récupération sur l'ennemi vaincu ;

Mesures de défense et de protection pendant toute la période où s'effectuera la réparation des dommages causés ;

2° Mesures de collaboration entre les Alliés pour l'utilisation réciproque de leurs ressources naturelles.

Pour atteindre ce but, il s'agira de réaliser par des solutions pratiques le vœu émis par la Chambre de commerce de Manchester, vœu qui traduit les aspirations du peuple anglais et la politique économique du gouvernement britannique :

Les pays ennemis, même après la paix, ne devront pas jouir du traitement qui sera réservé aux alliés, ni du traitement qui sera fait aux neutres.

C'est toute une économie politique nouvelle, en opposition avec les doctrines actuelles, en contradiction avec les rites de tradition dans nos administrations publiques, qui sortira de ces délibérations.

Il s'agira de voir si, pour arriver à ce résultat, souhaité par les gouvernements, ce ne sont pas en fin de compte les consommateurs qui paieront les frais de cette politique protectionniste entre Alliés. On voit, à première vue, que les gros producteurs se trouveront assez bien des mesures qui seront prises pour vaincre l'hégémonie commerciale et industrielle de l'Allemagne. Mais, dans cette lutte qui supprime un concurrent redoutable, les intérêts primordiaux du consommateur apparaissent comme sacrifiés. Il faudra bien pourtant que ces intérêts-là pèsent dans la balance.

Jacques LANDAU.

La Guerre des Vieux

« Vous voudrez bien vous souvenir qu'il y a un intérêt national à ce qu'aucun lambeau du sol français ne demeure improductif. »

Lettre de l'abbé LEMIRE. (*Les journaux.*)

Il n'y a pas que les jeunes qui fassent la guerre, les vieux la font aussi. S'ils ne se battent pas sur le champ de bataille, grenade en main ou fusil au poing : s'ils ne tombent pas sous les coups de l'ennemi, leur attitude ne comporte pas moins une appréciable part d'héroïsme.

Ceux dont l'âge, dans le sang, fait « couler sa glace » ceux, qui, ayant amassé quelques rentes, pouvaient espérer les joies du repos dans la paix ; ceux encore dont les fils établis mettaient en valeur la métairie, la ferme ou la propriété, ont ,de nouveau, les manches de la charrue dans les mains.

Au sein des lueurs roses de l'aube attendrissante ou des lumières dorées du crépuscule naissant dans la prairie que juin fait odorante, ils vont, armés de la faux, comme la Mort dans les images qui la représentent.

C'est que voici le saison des foins. Demain viendra celle des moissons ; ensuite celle des vendanges ; plus tard, celle des semailles. Leurs mains desséchées, qui lieront les gerbes, couperont les grappes, lanceront, dès l'automne, les graines que le vent soutient dans leur chute ; et, à chacun de leurs pas, ils se demanderont, anxieux, las ,si vraiment la guerre doit prendre fin.

Les vieux ne s'arrêtent pas à cette question ; nul oracle, nul sphinx n'y pourrait répondre. Ils sont sortis de leur maison villageoise parce que le devoir les en a tirés, et ces pauvres aïeuls, coiffés de cheveux blancs, cheminent courageusement, courbés vers la terre, dont ils perçoivent déjà l'appel ,et que leurs fils défendent âprement. C'est qu'ils savent bien, les braves paysans, que le champ bien-aimé est un véritable tyran réclamant des soins continuels. Ils n'ignorent pas que, tout en étant leurs maîtres ,ils font partie de la catégorie des gens qui ne se reposent jamais. A peine les germes nouveaux se développent-ils, qu'il faut songer aux germes futurs. La glèbe qui n'enfante pas, se rouille et s'empoisonne ; les mauvaises herbes l'envahissent, prêtes à tout étouffer ,dans la sève du printemps et la fécondité des mois caniculaires. Le chiendent étouffe le blé, et la France veut du pain. Aux uns la baïonnette, aux autres, le soc et la herse, la faucille et le fléau.

Ah ! ils n'avaient pas besoin, les vieux, d'entendre les citadins, les ministres eux-mêmes, prononcer des discours contre les jachères. Ils se mettaient à la besogne sans cela. Est-ce qu'ils ne connaissaient pas l'intérêt de leurs petits-enfants et celui de la nation tout entière ? Leur tâche leur semble si naturelle que plus d'un ,dans son labeur obscur et pénible ne se doute même pas que, lui aussi, autant que le fabricant d'obus ,autant que le soldat, travaille au salut de la patrie... Ce qu'ils savent bien, par exemple, c'est qu'ils pratiquent la solidarité, l'entr'aide qui sauve.

Et, comme les oiseaux xmigrateurs, expérimentés, prennent sur leurs ailes, à leur charge ,les voyageurs dernier-nés que harassent les souffles du vent et toutes les vicissitudes atmosphériques,eux,les vieux, les routiers de la Vie, pour qui la terre n'a plus de secrets, supportent les travaux qui ne devraient plus être les leurs, et, s'ils n'ont pas charge de corps, ils sentent qu'ils ont charge d'âmes ; c'est un faix parfois plus lourd que l'autre. Ils accomplissent leur mission.

Citadins, inclinez-vous, bénissez leurs efforts ! Et, tandis que les premiers effluves de l'été embaument coteaux et vallées, jardins et forêts ; tandis que vous vous préparez aux villégiatures, près des montagnes ou de la mer, songez à ceux qui suivent les bœufs au pas lent, dont pendent les fanons fatigués vers la terre insensible et féconde où s'entr'ouvrent les fleurs, aux jours de deuil, tout comme aux jours de joie.

Lorsque le soleil paraît ou disparaît à l'horizon, qu'il embrase de ses rayons, sublime feu d'artifice qui semble être un salut ou un adieu, tous les anciens du village écrasent les mottes, dans les sillons, sous la semelle de leurs souliers pesants. L'un, âgé de près de quatre-vingts ans, et qui venait de travailler seize heures sans relâche, me disait, dans une phrase où nul regret ne perçait, dans une phrase révélant l'acceptation philosophique du sort implacable : « La guerre qui tue les jeunes, hâte la mort des vieux ! »

N'y avait-il pas là une involontaire et vague manifestation de l'héroïsme latent de notre race ? Les vieux sont des braves ; ils font la guerre à leur façon.

G. N.

Dernières nouvelles de France et de l'Étranger

La lutte s'apaise sur les fronts occidentaux

MAIS DES COMBATS ACHARNÉS SE LIVRENT SUR TOUTE L'ÉTENDUE DU FRONT ORIENTAL

Sur le front Oriental

Nos alliés continuent à enregistrer leurs succès, sur toute la ligne de leur front.

Ils poursuivent leur avance, malgré les efforts acharnés des Austro-Allemands pour rétablir leur situation.

A l'ouest de Loutsk, ils marchent sur Vladimir Volonsky. Ils ont enlevé, au sud-ouest de Doubno, le village de Kozine.

Les Austro-Allemands lancent de puissantes contre-attaques sur la rive droite de la Strypa. Au cours des derniers combats, les Russes semblent avoir réussi à les refouler, et occupent la rive ouest du fleuve.

Au sud du Dniester, ils ont occupé la ville de Sniatyn.

La lutte continue, pour la possession de la tête de Czernowitz, ainsi que sur le front de la Dvina, au sud de la Smorgonne, dans la région de Baranovitchi et jusqu'à la région de la Pologne, faisant se rencontrer des éléments considérables des forces en nemies.

Sur le front Britannique

Malgré un bombardement extrêmement violent, nos alliés ont réussi à maintenir les gains réalisés par eux, dans la région à l'est d'Ypres. Ils ont fait encore un certain nombre de prisonniers, dont des officiers, et ramené des blessés allemands laissés entre les lignes, après les récents combats.

L'artillerie allemande bombarde avec violence les lignes anglaises situées d'un point au nord-est de Carnoy, jusqu'au sud de Neuville-Saint-Vaast. Nos alliés ont riposté par l'arrosage des tranchées allemandes, sur divers points de la ligne entre Saint-Eloi et Messines.

Lutte réciproque de mines et de camouflets vers Neuville-Saint-Vaast et près de Fricourt.

On ne signale aucun attaque d'infanterie au cours de ces dernières vingt-quatre heures.

Le bilan de la bataille de Jutland

Londres, 15 juin. — Le *Journal Dagens Nyheter, de Copenhague*, annonce que les dix steamers allemands suivants sont supposés avoir été perdus dans la bataille navale de la Baltique : *Norma, Urnecity, Arda, Mecklembourg, Isselle, Italia, Deterro, Weser, Algebra* et *Consul-Schultze.*

Suivant un télégramme de Berlin, le croiseur auxiliaire allemand coulé est le *Hermann* et non pas le *Kœnig von Sachsen.*

Un navire allemand coulé

Amsterdam, 15 juin. — Un télégramme de Berlin annonce que, dans la nuit du 13 juin, le navire auxiliaire *Hermann* fut attaqué par quatre contre-torpilleurs russes.

Les obus mirent le feu au navire que l'équipage fit sauter.

Le commandant et la majorité de l'équipage ont été sauvés.

Un zeppelin détruit

Londres, 15 juin. — On mande d'Amsterdam : Suivant un correspondant de la frontière belge, un zeppelin a été détruit par le vent à Chatelineau, dans la Belgique méridionale, lundi dernier.

Le dirigeable fut précipité contre les fils télégraphiques et fit explosion : dix-huit hommes étaient à bord ; deux furent grièvement blessés, les autres atteints légèrement.

C'était un zeppelin de grande dimension.

...Car nous sommes les alliés de la République portugaise

UNE « ERREUR FACHEUSE »

On nous communique la note suivante :

Plusieurs journaux ayant annoncé l'arrivée à Paris de « S. M. la reine de Portugal », au moment même où l'on fête la République portugaise à la Sorbonne et où les plus hauts représentants de cette République assistent à la Conférence économique des pays alliés, nous venons vous prier de bien vouloir rectifier cette information due, sans doute, à une confusion regrettable.

Un groupe de Portugais de Paris.

Après Kienthal

Limoges (*correspondant particulier du* Bonnet Rouge). — La Fédération socialiste de la Haute-Vienne a tenu son congrès dimanche dernier. Une vingtaine de groupes étaient représentés, dont ceux de centres importants comme Limoges, Rochechouart, Saint-Junien. Cinq s'étaient fait excuser.

M. Valière, député, et son collègue, M. Pressemane, déclarèrent, l'un et l'autre, en rendant compte du dernier congrès national du Parti socialiste, que si la question de la présence de ministres socialistes dans le cabinet se posait de nouveau devant le groupe parlementaire, celui-ci n'autoriserait peut-être plus la collaboration de ses membres au gouvernement.

Le Congrès émit ensuite un vœu en faveur de l'application de l'impôt général et progressif sur le revenu.

Sur le Congrès National, dans les discussions duquel les délégués de la Haute-Vienne avaient défendu, on se le rappelle, la reprise des relations avec les partis étrangers, le Congrès de la Haute-Vienne adopta une motion où il est dit :

Le Congrès, après avoir entendu les comptes-rendus de ses délégués au Congrès de Noël et au Conseil national du 9 avril,

« Déclare que ses orateurs ont très fidèlement exprimé son avis sur les questions à l'ordre du jour qui étaient les suivantes : Mesures propres à intensifier la défense nationale et reprise des relations en vue de hâter l'heure de la paix, ?

« Affirme encore une fois son attachement au point de vue dit *minoritaire* dont les progrès sont marqués par le vote du dernier Conseil national (960 voix à la motion Pressemane, 1987 à la motion Renaudel) ;

« Approuve ses élus pour leur action à la Chambre et au groupe parlementaire, action toujours conforme aux légitimes aspirations de la classe ouvrière et inspirée à la fois par l'exacte compréhension des événements et par l'esprit socialiste le plus pur.

« Félicite, avec ses élus, les rédacteurs du *Populaire du Centre* et du *Petit Limousin*, et les fondateurs du nouvel organe de propagande *Le Populaire-Revue* ; tous ouvriers de la même œuvre de redressement socialiste et de rappel aux principes de l'Internationale ouvrière :

« Exprime sa sympathie aux camarades Brizon, Blanc, Raffin-Dugens, qui sont actuellement l'objet d'accusations et des pires injures de la part de la presse réactionnaire et bourgeoise pour leur participation à la conférence de Kienthal, tout en faisant sur les résolutions votées à cette conférence les plus expresses réserves. »

Il faut noter que la Fédération socialiste de la Haute-Vienne est l'une de celles qui groupent, dans la plus puissante organisation, le plus grand nombre d'adhérents et qui ont fait entrer au Parlement le plus grand nombre de candidats.

Trois condamnations en Conseil de guerre

Rouen, 15 juin. — Le conseil de guerre de la 3e région a jugé, hier, deux confectionneurs de Rouen, fournisseurs de l'armée : MM. Jules Adelson, inculpé de détournement de tissus, et son frère David, pour complicité.

Un soldeur, M. Jacques Chaix, était inculpé de recel.

Le jugement a été rendu à 8 heures du soir.

M. Jules Aderson a été condamné à un an de prison ; son frère David, à trois mois de la même peine et chacun à 2.875 francs d'amende ; M. Jacques Chaix, à six mois de prison et 500 francs d'amende.

Le Bonnet Rouge

parle net, souvent avec hardiesse, parfois crûment, mais ne bluffe jamais.

LA LUTTE POUR LA PRÉSIDENCE

Le président Wilson dénonce le « chantage politique »

Washington, 15 juin. — Au cours d'une manifestation monstre, le président Wilson s'est mis à la tête d'un cortège de 75.000 personnes ,demandant que les Etats-Unis prennent toutes les précautions militaires désirables.

Il a adressé ensuite un discours à la foule :

« Il y a, aux Etats-Unis, a-t-il dit, quelques personnes. nées à l'étranger, qui menacent les partis politiques américains d'une espèce de chantage politique au bénéfice d'un gouvernement étranger. Ceci doit cesser. Il se trouve aux Etats-Unis une petite minorité très active, travaillant dans l'ombre, mais qui montre parfois sa vilaine tête. Le peuple américain s'en détournera. »

Le président Wilson a été frénétiquement applaudi par ses auditeurs.

Le discours du président a été provoqué par les attaques des journaux de langue allemande qui soutiennent aux Etats-Unis la cause allemande.

Les amis du président Wilson affirment que la condamnation de l'attitude des Américains d'origine allemande sera un des points du programme électoral de M. Wilson. — (*Havas.*)

M. WISON SERAIT ELU PAR LES DEMOCRATES

Saint-Louis, 14 juin. — A l'ouverture de l'assemblée plénière du parti démocrate, il y a beaucoup d'enthousiasme ; on ne constate aucune divergence de vues.

Tout semble indiquer que MM. Wilson et Marshall seront choisis respectivement comme candidats à la présidence et à la vice-présidence. — (*Havas.*)

Le Bonnet Rouge économique

C'est le luxe qui nous sauvera

Quand on parle d'essor économique, les grincheux déclarent : « Ce n'est pas demain que nous fournirons des machines-outils et des locomotives aux Américains ». Ils ont raison. Nos projets d'exportation n'en sont pas pour cela compromis. En effet, on exporte ce que l'on peut; il n'y a pas que les machines qui puissent être fournies au monde entier par l'industrie. Il y a aussi les fruits de la terre et notre sol en produit abondamment d'excellents ; il y a encore des objets dont la confection demande peu de matières premières et que l'on classe, habituellement, parmi les objets de luxe, parce qu'ils naissent du sens artistique. Nous sommes des maîtres dans cette fabrication et c'est avec raison que notre réputation de bon goût et d'habileté a franchi les frontières. Nous pouvons et nous devons développer cette branche de notre activité.

Il en est qui blâment le luxe. Nous, nous le vanterons. Les instincts de luxe de tous les étrangers, quels qu'ils soient, doivent être exploités savamment par nous. Il est imbécile de vouloir jeter plus tard, sur les marchés mondiaux, les fragments de la tunique que nous n'avons pas coupée en quatre, aussi souvent que des cheveux ; il serait plus bête encore de méconnaître et de négliger ce que nous avons sous la main ; par exemple, ce qui entre, ordinairement, dans la toilette et le domicile des élégants, ou des étoiles qui brillent au feu des rampes.

Comment peut-on blâmer le luxe ?... Il en est même qui songent à l'atteindre, à le tuer à coups d'impôts. Ceux-là ne pensent pas au débouché qu'il offre à nos initiatives, à notre activité; il est précieux, cependant. Ce débouché, loin de se rétrécir, s'agrandira de plus en plus, en raison de la tendance, ancienne déjà, de ne point se contenter du confortable tout simple, mais d'envisager le superflu, qui, à vrai dire, à lui seul, constitue ce qu'on appelle le luxe.

L'avènement de la démocratie, dont parlent souvent les philosophes, les sociologues et les socialistes, n'est pas un mythe. Il s'opère peu à peu : c'est lui qui déterminera le mieux le courant de la fortune vers les industries de luxe qui composent une des bases de notre fortune nationale. En effet, quand la paix sera revenue, est-ce que les cristaux ne flamboieront pas, autant et plus qu'autrefois ?... La soie, l'or, les diamants ne ruisselleront-ils plus ?... Les beaux bronzes, les meubles riches, les marbres somptueux ne pareront-ils plus les vestibules, les halls, les salles de réception, les appartements princiers, les châteaux, les palais ?... Quel esprit téméraire, illogique, inconscient, oserait l'affirmer ? On peut dire, au contraire, sans crainte de se tromper, qu'au fur et à mesure que les classes moyennes auront le désir de posséder de jolies choses pour l'agrément de leurs yeux, les classes qu'on pourrait dénommer supérieures auront plus d'exigences, plus d'appétits, si l'on peut s'exprimer ainsi — plus de besoins. Les moindres bibelots devront se révéler d'une impeccable perfection ; pour leur acquisition, il existera, un peu partout, un véritable engouement.

Il ne faut pas considérer le luxe comme le seul effet ou l'apanage exclusif de la richesse. Comme on l'a dit avec infiniment de raison : c'est la science qui donne à nos demeures un éclairage meilleur ; à nos tables, les cristaux, les porcelaines, les argentures qui les décorent ; c'est elle encore qui fournit ces magnifiques couleurs variant à l'infini les vêtements de nos femmes.

Il s'ensuit que, si la science marche d'un pas rapide et sûr vers de plus hautes destinées, ce qui nous paraissait le mieux deviendra l'ordinaire ; l se trouvera toujours des gens pour changer les étoffes qui les vêtaient, les cristaux, les porcelaines, les meubles, parmi lesquels ils vivaient.

Ne croyez pas que la guerre, demain, aura porté un coup si terrible à l'opulence, que l'opulence ne puisse plus en manifester ! Non, la guerre n'est qu'un dénivellement social ; la fortune change de place, voilà tout. Et, comme elle est la fille du travail et des lois économiques qui règlent les échanges, elle a, comme eux, le don d'éternité. Elle s'accroîtra avec plus de labeur ; or, nous savons que, partout, on s'en promet, pour le moment où l'heure de la paix aura sonné.

Autrefois, les industries de luxe n'avaient que de piètres débouchés. Il n'y avait de rayonnement qu'à la Cour des Rois ; l'art et le pouvoir de jouir n'appartenaient même pas aux aristocraties. C'est ainsi qu'Henri IV fut bien longtemps privé de sa douzaine de chemises !

Nous assistons à l'avènement des démocraties. Chacun joue plus ou moins au seigneur et rivalise dans l'éclat de son train avec son voisin. Comme à l'époque du bon La Fontaine, « tout marquis veut avoir des pages ». Les femmes surtout sont travaillées par les désirs de mieux-être.... et les femmes d'Amérique ou d'Angleterre ressemblent fort à celles de France. L'art et le luxe ont cessé d'être l'apanage de quelques-uns ; ils ont pénétré dans les plus simples logis, ils en deviendront les maîtres. Félicitons-nous en.

Si, après la guerre, l'Amérique, la Grande-Bretagne et tous les autres pays en revenaient aux us et coutumes de Sparte, nos industries de luxe, certes, seraient fort mal en point. Mais nous sommes passés, depuis longtemps déjà, par les jours de splendeur des républiques de Rome, de Florence, de Venise, qui font bonne figure dans l'histoire des siècles. Nous ne reviendrons pas en arrière, comme dirait Bethmann-Hollweg. Et comme l'amour du travail, de la découverte, de l'invention, est en honneur dans notre pays ; que, de plus, la science marche de pair avec la passion des belles choses, nous atteindrons, il n'en faut pas douter, des sommets inconnus jusqu'à présent.

Prépare-nous à rester les maîtres incontestés, parce qu'incontestables, dans les industries de luxe. Les métallurgistes américains et les marchands de conserves vont avoir besoin de dépenser chez nous ce qu'ils ont gagné parmi nous...

C'est l éternel système des compensations qui va se remettre à fonctionner.

POUR L'ACCROISSEMENT des produits de notre sol

On a dit, sur tous les tons, que notre commerce et notre industrie doivent, après la guerre, rivaliser avec l'industrie et le commerce allemands. Le tout dépend des moyens que l'organisation, qui n'est pas encore commencée, donnera à notre fabrication ainsi qu'à notre négoce. Il y a bien des mesures qui sont de l'initiative particulière ; celles-ci seront prises. Mais il en est d'autres d'ordre gouvernemental. On les attend. Ne passons pas notre temps à des énumérations qu'on peut trouver de nombreuses fois dans notre journal.

Examinons autre chose : la question des produits variés que nous fournit le sol et qui servent à nos besoins intérieurs et aux nécessités de l'exportation. Les hommes les plus compétents ont évalué notre production agricole à une somme toute voisine de vingt milliards. Cette somme pourrait être aisément portée à 26 milliards, ce qui équivaudrait à une plus-value de six milliards sur notre terre.

Cette plus-value, certes, ne serait point négligeable, surtout après les années de ruines et de misères que la guerre aura traînées dans ses pas. Le tout, pour nous, est de savoir comment nous pouvons faire pour que nos espérances ne restent point du domaine de la chimère, pour pénétrer dans celui des réalités consolantes et fécondes.

Eh ! c'est tout simple : nous n'avons qu'à nous dépouiller de la routine, à nous livrer à l'effort, à bannir les souvenirs déprimants, à envisager l'avenir avec les résolutions que l'ambition sème dans les cœurs. Au surplus, ici encore nous n'avons qu'à nous inspirer des actes et des méthodes des Allemands dans leur pays, qui n'est ni aussi beau, ni aussi fertile que le nôtre, ni aussi favorisé sous le rapport du climat.

Les Allemands ont considéré qu'on n'en sait pas toujours assez pour faire un agriculteur ; ils ont utilisé, chaque fois que l'occasion s'en présentait, les données de la science moderne ; et comme ils ont appliqué la chimie à la guerre, ils ont appliqué la chimie à la culture. Nous, au contraire, nous avons respecté nos traditions, nous avons travaillé comme nos grands-pères. L'excédent des récoltes que nous donnerait la culture intensive de notre sol rendrait notre pays plus prospère qu'il ne l'était avant les hostilités.

Il faut que nous en arrivions à considérer que les engrais chimiques ne constituent pas une dépense, mais, comme le fait observer M. Noël Arnaudin, un placement à gros intérêts, remboursé intégralement, en quelques mois, dans l'ordre ordinaire des choses.

En effet, dit-il, si on ajoute, sur un terrain en nature de luzerne, 300 kilogrammes de supersphosphate et 100 kilogrammes de nitrate de soude frais compris, on récolte 800 à 1.000 kilos de foin, valant de 40 à 50 francs. On gagne donc 100 pour 100 de son capital en cinq mois. Si l'on ajoute de même à un terrain de blé, fumé comme à l'ordinaire, 300 kilos de superphosphate et 100 kilos de nitrate de soude à l'hectare, on obtient un rendement supplémentaire de 1.000 kilos de paille et de 100 kilos de grains. La paille suffisant à payer l'engrais, le blé, d'une valeur de 90 francs au moins, restant comme produit net, on réalise, là encore, en une saison, 100 pour 100 de bénéfice.

Où nos agriculteurs, nos propriétaires terriens, pourraient-ils trouver un meilleur placement ?

L'Allemagne, par ces procédés, au cours des quinze dernières années, a pu élever son rendement en seigle de 877 pour 100, tout en n'augmentant que de moins de 6 pour 100 sa surface ensemencée.

Qu'on juge des effets des sels de potasse sur la vie des plantes : avec 15 kilos de ces sels, le Midi donne à l'hectare 820 kilos de blé ; avec 30 kilos, l'Ouest en donne 930 kilos ; avec 50 kilos, l'Est en donne 1.030 kilos ; avec 174 kilos, le Nord en donne 1.480 kilos ; avec un supplément de 90 kilos, on arrive à une production qui dépasse 1.900 kilos !

Ces chiffres sont suffisamment éloquents pour qu'ils puissent se passer de commentaires. Jusqu'à présent notre pays, comme rendement, s'est montré inférieur non seulement à l'Allemagne, mais aussi à l'Angleterre, à la Hollande, au Danemark, à la Suède, à la Norvège, qui ne travaillent plus dans l'exploitation des fermes avec les méthodes surannées, dont l'emploi constitue notre infériorité vis-à-vis de nos concurrents.

On a souvent dit, avec raison, la nécessité, — l'avantage plutôt — que nous trouverions à coloniser notre belle France. Nous avons des départements qui languissent, ont la réputation d'être pauvres ; un peu d'initiative et de savoir-faire en ferait surgir l'opulence. La Corse est dans ce cas ; la Corrèze, la Lozère y sont également.

En quels pays merveilleux, nous métamorphoserions l'Ile de Beauté, si nous savions la mettre en valeur !... Quelle colonie serait plus souriante, plus prospère que ce beau département, ce microcosme charmant qui résume tous les sites, tous les climats, toutes les séductions, tous les sourires de la nature ?...

Et l'on se prend à songer avec amertume, que si nous avions dépensé, depuis vingt ans, la dixième partie des efforts que nous a coûtés la guerre ; que si cette dépense eût été faite en vue d'œuvres utiles, comme la création des canaux d'irrigation dans le Midi, nous eussions transformé en Paradou, des régions fertiles qui ne rapportent presque jamais rien. On a dit avec raison qu'en opérant des prises d'eau sur la Durance et le Verdon, nous pourrions féconder 100.000 hectares de la rive droite du Rhône ; les plaines de l'Ariège, par un peu d'initiative, atteindraient des plus-values dépassant un demi-milliard.

Comme on le voit, pour demain, les initiatives à prendre sont de deux sortes : celle concernant l'usage des engrais est d'ordre privé ; on peut croire qu'elle se manifestera. Celle concernant la création de canaux est d'ordre gouvernemental ; ce qui l'imposera, à la longue, c'est la puissance de l'opinion publique enfin éclairée ; c'est la volonté de millions de producteurs conscients ; c'est la disparition de la Bureaucratie paralysante qu'on trouve partout, comme les microbes qui empoisonnent l'air et propagent les maladies.

Il faut en finir

Le problème de la vie chère n'est pas résolu. Le problème économique se pose plus que jamais. Il n'y a pas de solution ni pour une chose ni pour une autre. Les conférences se succèdent ; tous les alliés y sont représentés, et, d'un autre côté, on annonçait hier une réunion des maires des principales villes de France au ministère de l'Intérieur.

L'histoire de la vie chère est une vieille histoire. Elle date de plusieurs années. Les causes n'ont pas sensiblement changé : elles n'ont fait qu'empirer et les effets aussi. Voilà tout.

Les Chambres de Commerce des grandes villes, les Syndicats de l'alimentation, les personnalités plus ou moins éminentes ont émis une opinion et donné des conclusions.

Il y a un an, chacun avait fondé les plus grandes espérances sur le fameux Comité de l'Alimentation. Qu'a-t-il fait, ce Comité ?... Quel intérêt y a-t-on servi ?... On l'ignore. Au reste, nul ne niera qu'on se trouve en présence d'intérêts contradictoire, divers et complexes. Des réformes profondes sont nécessaires. Il était nécessaire de se recueillir, mais le recueillement dure trop longtemps. Peu à peu, la hausse persistante des denrées accable à la fois le consommateur et le producteur — le consommateur, surtout, qui se saigne aux quatre veines et se rédime — le producteur qui ne vend pas assez cher son beurre et ses épinards, parce que les intermédiaires fourmillent.

Les classes moyennes subissent avec résignation le régime d'abstinence que le cours extraordinaire des substances leur impose, tandis que les petits rentiers, les fonctionnaires à traitement plus que modeste, les familles nombreuses, les ménages d'ouvriers voient avec inquiétude le conditions de leur pauvre vie devenir chaque jour plus âpre.

Il est temps d'en finir. Il est temps, tout au moins, de faire quelque chose de sérieux. La taxation de certaines denrées n'a pas produit l'effet qu'on en attendait. Ce qu'il faudrait, c'est le dégrèvement des aliments de première nécessité. Ils sont frappés de droits fort élevés, dans les octrois notamment. Ces douanes intérieures isolant les centres des producteurs de ceux des consommateurs, ralentissent et entravent le trafic intérieur.

Leur disparition, facilitant les échanges, donnerait à la concurrence un champ infiniment plus large. Je sais bien qu'on va m'opposer, ici, les difficultés d'établir des taxes de remplacement, grâce auxquelles les petites cités comme les grandes pourraient faire face à leurs charges.

Ces taxes, on les trouverait, avec de la bonne volonté. Nous sommes, en Europe, les seuls à ne pas avoir cherché ces taxes, ou à ne pas vouloir les appliquer. Nous aimons à proclamer que nous sommes le flambeau de la civilisation, le pays le plus riche du monde ; je ne veux pas croire que nous nous trompons et que nous nous vantons.

Evidemment, si les pouvoirs publics avaient d'ores et déjà mis à la disposition de l'industrie alimentaire des moyens actifs supérieurs à ceux qu'elle possède, des marchés à bestiaux mieux régis, des abattoirs où l'on utiliserait les sous-produits, des entrepôts frigorifiques, des wagons et des locomotives qui rivalisent parfois de vitesse avec l'escargot, nous n'en serions où nous en sommes.

La question de transport est une chose importante qui n'échappe à personne. Il ne faut pas faciliter l'exportation au détriment de notre marché intérieur ; il faut unifier les tarifs des divers réseaux, établir un régime spécial pour que les denrées périssables circulent avec rapidité, etc... C'était de la besogne urgente, il fallait songer à toute une organisation nouvelle d'approvisionnement des grandes villes. Cette organisation peut trouver sa formule en quelques mots : rapprocher le consommateur du producteur, au lieu de se prêter à la multiplication de l'intermédiaire parasite.

M. Charlot, maire de Pavillons-sous-Bois, a démontré péremptoirement ce qu'on peut obtenir dans cet ordre d'idées.

Nos moyens d'approvisionnement, avant la guerre, étaient les mêmes qu'en 1850. Actuellement, ils ne dépassent pas ceux dont nous disposions au moment de l'établissement du premier chemin de fer, alors que la population des grands centres s'est accrue d'une façon formidable, en même temps que les besoins se sont décuplés. Ce n'est pas tout, en effet, de dire : « Facilitons la production, facilitons les moyens de récolter » ; il faut encore aider l'écoulement de la production, apporter ses denrées sans trop de risques sur tous les marchés. La France est un vaste jardin : elle pourrait nourrir, à elle seule, 100 millions d'habitants. Dans ces conditions, on ne s'explique pas comment notre population restreinte a, pour l'instant, tant de peine à vivre.

Il faut donc qu'il y ait des vices quelque part. Ce sont ces vices qu'il faut détruire. Nous savons pertinemment que soixante-dix de nos départements refusent de concourir à l'approvisionnement de Paris, en raison des risques multiples qui s'attachent aux transactions qu'ils pourraient essayer.

Pendant que nous souffrons, nos producteurs rêvent de fournir l'Angleterre ; et, sur bien des points, le bétail est nourri des plus beaux légumes et les cochons dévorent les meilleurs fruits.

Ce n'est pas avec des discours qu'on pourra changer tout cela. Il faut mettre le fer rouge partout où sévit l'administration.

Le *Bonnet Rouge*.

Les Alliés et les représailles

La Conférence économique des Alliés, quand elle se réunit pour la première fois, fut saisie de propositions qu'avaient élaborées le parti conservateur(unioniste) anglais et les associations protectionnistes de la Grande-Bretagne.

Ces propositions seront certainement présentées encore à la seconde Conférence, qui se tient à Paris ces jours-ci, et dont M. Aristide Briand et le président du conseil des ministres belge, M. de Broqueville, ont inauguré les travaux mercredi matin.

Ces propositions tendent à instituer contre l'Allemagne, après la paix, un état de guerre qui ne doit pas cesser, guerre économique qui consistera à isoler l'Allemagne, à lui fermer les marchés des pays alliés.

Les protectionnistes anglais demandaient, à la première Conférence des Alliés, l'adoption des propositions que voici :

Tarifs préférentiels réciproques entre le Royaume-Uni et ses possessions ;

Tarifs réciproques et préférentiels, mais en seconde ligne, entre l'empire britannique et les puissances alliées ;

Traitement favorable, mais en troisième ligne, pour les neutres ;

Enfin, tarifs prohibitifs pour les puissances présentement ennemies.

D'autres dispositions étaient prévues, dont l'objet aurait été de briser l'hégémonie allemande dans le domaine des transports.

C'est autour de ce programme que les représentants des Alliés vont batailler.

Ce programme a séduit nombre de Français

On s'est plu à l'idée de *tuer* le commerce et l'industrie allemands après avoir détruit les armées du kaiser. Ce projet flattait l'amour-propre national. Il satisfaisait les haines que l'Allemagne, par ses méthodes de guerre, a inspirées. Il semblait aussi favoriser des intérêts respectables.

C'est, en effet, une bien grande tentation, pour les commerçants et les industriels, que celle de battre leurs concurrents en les supprimant : méthode simple et qui ne demande pas d'efforts. Il est certain que le client ne sera plus tenté d'acheter des articles allemands, de préférence aux articles anglais ou français, si on empêche matériellement les Allemands d'offrir leurs marchandises sur le marché français ou sur le marché anglais.

SOLUTION TROP SOMMAIRE

Mais, à la réflexion, on s'est aperçu que ces mesures étaient par trop simples. La vie est plus complexe.

Et, d'abord, on a repris la sage habitude de ne pas se laisser emporter par le sentiment, là où le sentiment n'a que faire.

mais, à l'appel de quelques hommes qui avaient conservé le calme dont ne devraient jamais se départir les conseillers du peuple, on s'est demandé si les mesures par lesquelles on devait tirer des Allemands une vengeance éclatante ne feraient pas d'autres victimes que les Allemands.

Prenez garde, ont crié des gens avisés, prenez garde de ne pas vous punir vous-mêmes en voulant châtier les Allemands.

On s'en est bien vite rendu compte.

EN GRANDE-BRETAGNE

Tandis que les protectionnistes anglais, et le nouveau chef qui leur apportait d'Australie une ardeur et une passion dont les hommes des vieux continents ne sont plus capables, M. Hughes, prêchaient la guerre économique, la croisade commerciale contre l'Allemagne, tout à côté d'eux, dans la Grande-Bretagne même, des voix discordantes s'élevaient.

Dans le pays même qui semblait devoir bénéficier plus que tout autre des mesures proposées à la Conférence, des hommes réprouvaient d'avance ces mesures et les dénonçaient non seulement comme contraires au droit des gens et aux principes d'humanité que les Alliés ont à cœur de faire triompher, mais comme contraires aux intérêts les plus réels, les plus évidents, les plus matériels aussi, du commerce anglais et de l'industrie anglaise.

Puis ce fut le tour des colonies anglaises, de ces puissantes et orgueilleuses « dominions » que l'on prétendait favoriser extraordinairement et qui, d'avance, par la voix de leurs représentants, repoussaient la faveur offerte et, fortes d'une expérience séculaire, confiantes dans les heureuses méthodes qui, vingt lustres durant, avaient assuré leur prospérité, se prononçaient énergiquement en faveur du *statu quo*, s'affirmaient hostiles aux dangereuses innovations par lesquelles on voulait les engager dans une guerre perpétuelle et sans merci.

LA FRANCE SE RAVISE

La France, un instant, s'était laissé émouvoir par l'ampleur et la véhémence des manifestations protectionnistes de ses chers Alliés. Plus que tout autre peuple, le peuple français a eu à souffrir des procédés de guerre du kaiser et de ses armées ; il était naturel que les plans de vengeance économique nous sourient plus encore qu'à nos alliés moins éprouvés. Mais en France aussi le bon sens est vigilant. Aidé par la générosité naturelle de notre peuple, notre bon sens légendaire nous avertit. Chez nous aussi, le vaste et séduisant projet de guerre perpétuelle fut examiné minutieusement. Des économistes de la vieille école libérale furent les premiers à donner l'alarme et à signaler le danger. Des commerçants dirent à leur tour que le protectionnisme projeté leur ferait assurément plus de mal que de bien.

Craignez mots d'obtenir un effet tout contraire à celui que vous cherchez.

Il en fut de même en Russie. Là on déclara tout net : — Rompre avec les Allemands, soit ; mais alors trouvez-nous d'autres marchés et achetez-nous ce qu'ils nous achetaient... Or, ce que les Russes vendent, c'est du blé, et ce blé, on ne peut l'acheter en France sans ruiner nos agriculteurs, en Angleterre sans ruiner les colonies.

RETOUR AU BON SENS

Ainsi, à l'heure actuelle,

Nous rapporterons quelques-unes des critiques les plus significatives qui, dans chaque pays, ont été formulées contre la guerre économique perpétuelle que l'on nous propose, par les hommes compétents ou intéressés.

Ceux des Français qui auraient été tentés de se rallier à ces projets de représailles parce qu'ils croyaient que ces projets recueillaient l'adhésion unanime des Alliés, verront ainsi qu'ils seraient seuls à être dupes, seuls à s'exposer à être victimes de l'erreur qui consiste à vouloir introduire dans les affaires les suggestions sentimentales, et les suggestions des sentiments les moins avouables.

Et une fois de plus, pour l'intérêt de notre pays et pour son honneur, nous aurons à enregistrer un heureux et bienfaisant retour à la tradition française de clairvoyance, un heureux retour au bon sens.

Georges CLAIRET.

Demain : l'opposition anglaise à la guerre de représailles économiques.

Les Pêcheurs de Belle-Isle

Belle-Isle, avant la guerre, était un port fréquenté. De nombreux bateaux étrangers venaient y vendre leur pêche et les mareyeurs étaient nombreux. Le cataclysme européen a tout modifié. Les mareyeurs sont aux armées et les bateaux étrangers ne viennent plus. Quelques petits revendeurs seulement écoulent leur poisson dans la localité.

En raison de ce manque d'acheteurs, les prix ont été constamment au-dessous de ceux payés sur le continent.

Les conditions d'expédition étaient cependant satisfaisantes ; un bateau journalier, partant du Palais à neuf heures du matin, donnait, par Quiberon, la correspondance avec les trains de la grande ligne, dans l'après-midi.

Il convient d'ajouter, d'ailleurs, que certains pêcheurs ont pu fréquemment vendre directement leur pêche à la garnison et au camp de prisonniers allemands.

6 usines de sardines, dont 5 au Palais et 1 à Sauzon, ont travaillé pendant la dernière campagne.

Etant donné le petit nombre de bateaux qui venaient leur apporter leur pêche, elles ont été loin de pouvoir atteindre la production normale. La main-d'œuvre ne leur a d'ailleurs pas fait défaut.

Contrairement à ce qui se passait jusqu'ici, les pêcheurs bellilois, surtout ceux de Sauzon, ont contribué, dans une large mesure, à l'approvisionnement des usines.

La campagne a été excellente pour les pêcheurs de sardines, la pêche assez régulière et assez productive et les prix avantageux (20 à 22 francs le mille, rarement de 16 à 18 francs, jamais au-dessous).

On peut évaluer le gain moyen du pêcheur à 875 francs.

Quant aux patrons, quelques-uns d'entre eux ont pu réaliser des bénéfices que l'on peut considérer comme extraordinaires.

Avec des embarcations ne dépassant pas en moyenne 5 à 8 tonneaux de jauge et d'une valeur de 600 à 800 francs, il est des privilégiés qui ont réalisé des gains de 3.000 à 4.000 francs pendant la campagne d'été. Il convient toutefois d'observer que le patron propriétaire entre dans la répartition des gains pour les deux tiers du produit total, plus une part pour le reste.

Les thonniers, dont le nombre a été considérablement réduit, ont préféré, pour la plupart, vendre leur pêche dans d'autres ports où les prix étaient plus avantageux, principalement à Concarneau et à Douarnenez.

La question des Loyers

Le droit à l'exonération

La commission sénatoriale chargée de l'examen du texte sur les modifications à apporter aux baux à loyer poursuit inlassablement ses travaux.

Le titre relatif aux résiliations étant terminé, elle a abordé celui ayant trait aux exonérations.

La Chambre avait adopté le dispositif suivant :

« Sans préjudice des règles du droit commun et des clauses des conventions il pourra être accordé, pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront la cessation des hostilités fixée par décret des réductions de prix pouvant aller à titre exceptionnel jusqu'à l'exonération totale, au locataire qui justifiera avoir été privé, par suite de la guerre, soit des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, tels qu'ils avaient été prévus au moment du contrat, soit d'une notable partie des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au paiement du loyer.

Dans tous les cas, la commission arbitrale devra tenir compte, tant pour admettre le droit à la réduction que pour en déterminer l'étendue, de l'ensemble des revenus du locataire.

La commission sénatoriale a adopté le principe de l'exonération en rédigeant l'article de la façon suivante

« Il pourra être accordé, pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront la cessation des hostilités fixée par décret, des réductions de prix pouvant aller à titre exceptionnel jusqu'à exonération totale au locataire qui justifiera que, par faits de guerre, il a été privé ou bien des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée ou bien des ressources nécessaires au paiement de ces loyers »

Cette rédaction, qui semble au premier abord peu s'écarter de l'article adopté par la Chambre, aura besoin d'être modifiée, car les mots « par faits de guerre » au lieu de « par suite de la guerre » donnent au texte une signification différente

S'ils devenaient définitifs, la loi serait une désillusion pour tous les locataires qui ont souffert dans leurs revenus par suite de la situation actuelle.

Le Bonnet Rouge *est à la disposition de tous les locataires pour assurer d'une façon complète la défense de leurs intérêts.*

Une permanence est établie les

MARDI ET SAMEDI

de 10 heures et demie à midi, au Bonnet Rouge, *14, rue Drouot.*

La Vie chère et le gaspillage

Vingt-deux millions dépensés pour grever la consommation

Pertes sèches

La crise de la viande sévit ; elle s'aggravera. Il n'existe malheureusement pas de formule générale pour la solutionner. On sait que l'introduction de viande frigorifiée a été tentée ; mais la vente n'en a pas donné tous les résultats qu'on en attendait ; son prix est demeuré obstinément élevé. Il ne nous reste qu'à modifier quelques-unes des conditions dans lesquelles s'exercent le commerce du bétail et la transformation de ce bétail en viande de boucherie. Le marché le plus important de France est celui de la Villette, qui approvisionne non seulement Paris, mais aussi une bonne partie la province. Grâce à la centralisation, il se produit des anomalies dans le genre de celle-ci : un bœuf du Nivernais est expédié ici pour y être vendu ; il est acheté par un commissionnaire qui opère pour le compte d'un boucher de la Rochelle ; il est réexpédié vers cette dernière ville.

Il tombe sous le sens qu'il eût été plus simple d'expédier ce bœuf directement à la Rochelle, les frais de transport et la dépréciation de l'animal, à la suite des fatigues d'un interminable voyage, eussent été moins considérables. Mais le gaspillage ne s'arrête pas là : tout ce bœuf n'ira pas à la boucherie ; il ne donnera que 55 p. 100 environ de son poids de viande, le reste, soit 45 p. 100, sera dirigé, par fractions, sur tous les points de la France pour tanner le cuir, on l'enverra dans le Loiret ; pour transformer les graisses, on les expédiera dans les savonneries et stéarineries de Marseille ; les os et les cornes s'en iront dans l'Ain ; divers autres organes effectueront un chassé-croisé coûteux, nécessitant des frais dispendieux de main-d'œuvre aggravés par des circonstances imprévues, l'intervention de commissionnaires.

Les pertes de sous-produits, les frais de transport, de manipulation, la dépréciation sur la viande proprement dite, représentent une perte sèche de 90 francs, soit plus de 22 p. 100 de la valeur de l'animal, en admettant qu'à son départ il ait pesé vif, six cents kilos. Cette perte serait évitée des milliers et des milliers de fois par jour si les abattoirs régionaux industriels existaient. Le prix de la viande, chez le boucher, s'en ressentirait immanquablement ; mais, comme ces abattoirs sont inconnus chez nous, les unités de nos troupeaux continueront à maigrir au cours des longs trajets qu'ils effectueront en chemin de fer, pour venir à Paris.

Une aggravation à ces pertes

Il est peut-être utile de dire d'où vient la dépréciation en question. Les bêtes sont embarquées à jeun ; elles resteront cinq, six, sept, huit, neuf jours sans soins, sans aliments ; entassées, elles glisseront sur leurs déjections, dans des manœuvres de train, longues et répétées, en cours de route. Il en est qui périront ; et cela n'a rien d'étonnant, quand on saura que, pour parvenir de Limours à Paris-bestiaux (distance 43 kilomètres), un bœuf peut mettre six jours. Des cochons, embarqués au Mans pour la Villette (distance 120 kilomètres), peuvent n'arriver que neuf jours plus tard. Au temps des diligences, on allait plus vite. Il résulte, de tout ce qui précède, que nous recevons forcément moins de viande qu'on ne nous en expédie, puisque chaque animal perd, de son poids, un kilo par jour. Il est intéressant d'évaluer les quantités de viande qui, dans ces conditions, sont, pour ainsi dire, volatilisées. Il entre, à Paris, tant à Vaugirard qu'à la Villette, environ 3.000.000 de bœufs, veaux, moutons, porcs. On peut considérer que, pour parvenir, ces animaux mettent une moyenne de six jours. Ils ont donc perdu chacun six kilos, et les 3.000.000 de têtes en ont perdu 6 × 3.000.000 = 18,000.000 de kilos.

Nous crions, nous protestons lorsque, un lundi d'été, le service sanitaire saisit quelques milliers de kilos aux Halles ; combien petites semblent ces quantités si on les compare à celles citées plus haut.

Vaugirard est distant de la Villette de 12 kilomètres. Comment les animaux atteindront-ils cette destination ? Beaucoup iront à pied. Vous avez certainement vu ces troupeaux, harassés, exténués, dont les jarrets fléchissent, mais que stimulent des aiguillons et des chiens : ils longent les fortifications et, quand une bête ne peut plus suivre, son conducteur l'attache aux grilles de l'octroi, où, la nuit, des voitures qui font la relève la prendront.

Il va sans dire que le bétail qui arrive ainsi aux abattoirs est forcément fiévreux. D'autres animaux parviendront en voiture. Ce sont les privilégiés. Mais leur transport coûte cher et il faut en ajouter le montant à la somme de 90 francs, citée plus haut, et qui représentait la perte sèche. On voit immédiatement que le total voisine de 100 francs. Ce n'est pas cela qui diminue le prix de la viande, on le comprend.

Mais ce que l'on ne comprend pas, c'est que les animaux de boucherie n'aient pas d'autre moyen pour pénétrer à Vaugirard. Il semble Vaugirard recevant le tiers de sa consommation du marché et les deux tiers des départements, que l'utilisation de la voie ferrée doive être faite. Il n'en est rien. Ce serait trop logique et trop naturel. La voie ferrée passe bien au long des abattoirs ; on a même ménagé les emplacements nécessaires pour un quai de débarquement, on a établi des parcs et c'est à cet effet qu'il y a une douzaine d'années, la Ville de Paris a dépensé la coquette somme de 22 millions.

La solution nécessaire

Il n'est pas téméraire d'affirmer que ces 22 millions ont été sacrifiés en pure perte, puisque les abattoirs sont défectueux, et que les terrains achetés demeureront inutilisés. Après la guerre, tandis que la vague de pierre, continuera sa montée vers Montmartre, Vaugirard conservera une véritable petite forêt vierge sur l'emplacement de son quai de débarquement. Allez-y voir, c'est le Paradou en miniature : les herbes hautes vous cacheront aux yeux des profanes et vous vivrez en paix tout un après-midi, sous les acacias enchevêtrant leurs branches dans celles des jeunes tilleuls, parmi les vieux chaudrons, les hottes désuètes qui pourrissent, inactives, sous le baiser gluant de l'escargot et le vol paisible des moineaux.

C'est un état de choses qui ne peut durer. Ne se trouvera-t-il personne au Parlement pour l'enrayer ? On dit que la solution dépend du ministère des travaux publics ; elle ne viendra jamais trop tôt.

Nous ne cessons de répéter, sur tous les tons, que nous voulons supplanter nos ennemis sur tous les marchés du monde, et sur le nôtre en particulier. Si nous voulons atteindre ce but, il est urgent de perfectionner nos méthodes, de coloniser certaines régions qui sont méconnues, — et même des coins de Paris, comme celui que je viens de dépeindre.

Gilles NORMAND.

Aux Ecoutes

Sans moralité

Comment arriver à conter cette histoire sans éveiller la foudre sans cesse suspendue sur la tête des pauvres journalistes ? Essayons.

Vous savez ce qu'est un camp de concentration ? Je ne m'attarderai point à décrire celui où la chose se passa, ce qui m'abstiendra de tout jugement à ce propos. Je dirai seulement qu'en un de ces camps se trouvaient des femmes françaises, mariées, avant la guerre, à des Allemands. La veille de la mobilisation, c'était affaire de sentiment, donc nullement justiciable. Au lendemain de la déclaration de guerre, cela devenait un forfait odieux. Ces Françaises, pour expier la nationalité de leur mari, furent expédiées dans un camp.

Ces temps derniers, on leur proposa la délivrance, en même temps que la réintégration dans tous leurs droits de Françaises. La rançon de cette mansuétude : presque rien, le reniement total de leur affection et une demande immédiate de divorce, qui aurait reçu immédiate satisfaction.

Si incroyable que cela soit, ces femmes refusèrent, toutes. Pas une n'a hésité. Trouvez-vous cela monstrueux ou très beau ? Je vous en laisse le libre jugement.

J'ajouterai que ces femmes, très pauvres, quelque temps avant cette proposition travaillaient à de la besogne assez mal rétribuée. Cette besogne, on la leur arracha des mains ,en disant que d'aussi mauvaises Françaises ne méritaient pas de gagner leur pain. Un pareil procédé est-il juste ou fort laid ? J'abandonne encore à votre conscience cette appréciation.

J'ai simplement voulu conter une histoire des temps de guerre, une histoire sans moralité.

Fanny CLAR.

wwww

Ceci se passe chez une femme d'esprit qui possède pas mal de belles choses réunies au cours de voyages fréquents. Un monsieur, qui se pique d'être l'amateur éclairé, pérore sur la rénovation artistique française, sur le mauvais goût allemand, sur le besoin d'un courant nouveau en matière de beauté, etc ,etc.

Tout en parlant, le monsieur saisit une poterie d'un ton grisâtre, dont la décoration en dessins symétriques est, en somme, assez courante. Voilà notre homme lancé dans une dissertation enthousiaste sur ce petit pot, lorsqu'ayant examiné sa base ,il change soudain de ton et, après en avoir louangé la forme, la vivacité de cèloris, conclut en une dénigration à peine voilée.

Intrigué, quelqu'un voulut savoir la cause de ce revirement. Malicieuse, la maîtresse de maison lui fit voir alors, écrit sous le pot ce mot fatidique : « Munich. »

wwww

Certainement, il ne cranait pas, ce jeune soldat repartant au front. Il venait de quitter les siens. la maman en sanglots, le père dont les yeux brillaient singulièrement, et la petite sœur qui s'était accrochée à lui de ses mains crispées. Le pauvre gars, sans honte, tête baissée, essuyait de la manche de sa capote les grosses larmes qui tombaient de ses yeux.

Cela n'eut pas l'heur de plaire à un de ces farouches civils qui, ayant dépassé l'âge des mobilisations, bouffi d'une généreuse et inutile ardeur. Il l'exprima en mots brefs. Alors, un vieux soldat qui s'en allait, lui aussi, se tourna tranquillement vers le monsieur irrité, et, avec flegme, laissa tomber un mot, un seul mot de trois lettres, assez énergique. La foule s'amusa et le vieux monsieur disparut, comme dans une trappe.

wwww

Le service des monuments historiques continue, malgré la guerre, ses fouilles en Algérie.

Près d'Alger, viennent d'être explorées les cités antiques de Rapidum, Cherchell, Tipasa. A Cherchell, on a mis à jour une partie d'un grand théâtre d'une richesse de matériaux considérable. A Tipasa, on a déblayé une basilique et un petit monument balnéaire.

C'est l'antique passé qui surgit, apaisé de toute querelle, au milieu de nos jours de fièvre et c'est l'histoire de la domination romaine en Afrique qui revit, réveillée de son long sommeil. Mais nous ne savons pas entendre les leçons du passé.

wwww

Poste restante

M. Maurice Barrès fait paraître un volume : *Autour de Jeanne d'Arc*. Il y déplore, à propos du village natal de la bergère « *l'excessive indiscrétion des bâtisseurs pieux* ». Il trouve que, « *une basilique à l'orée du bois, un couvent sur les pentes et divers édicules au milieu des prairies altèrent le paysage* » et ajoute qu'il fallait permettre « *d'errer sur cette colline, sans que rien nous divertit des herbes, des fleurs, des arbres, des vallonnements dont les douces puissances se croisèrent avec les regards de la vierge...* » Pour les fleurs, les herbes, ce n'est peut-être pas les mêmes que du temps de Jeanne mais « *les douces puissances qui se croisent* », c'est joliment beau tout de même ! Plus loin, M. Barrès appelle Jeanne « *une fée dont nous avons fait une sainte* ». Ce qu'on en aura tout de même fait de choses, de cette bergère.

L'intéressante revue *Pages d'Art*, qui a si bien conquis sa place chez nous, avait annoncé que ses numéros d'avril et de mai seraient consacrés au grand peintre suisse. La première partie de l'étude du Dr. Johannès Widmer, critique d'art de la *Nouvelle Gazette de Zurich*, qui a été chargé du texte, analyse la période de 1870 à 1891 et est accompagnée d'une quarantaine de magnifiques illustrations, dont un grand nombre encore inédites — croyons-nous — ou fort peu connues. La suite de cette étude n'est pas moins importante, aussi les deux fascicules de *Pages d'Art* réservés à F. Hodler constituent-ils — à notre connaissance, — une des plus belles et des plus copieuses publications, parues à ce jour en Suisse, sur le grand artiste.

Ces numéros sont en vente dans toutes les librairies au prix exceptionnel de 2 fr. 50 chaque. Les abonnés anciens et nouveaux y ont droit sans l'augmentation de prix nécessitée par les grands frais d'établissement. *Pages d'Art* leur réserve encore avec le numéro de mai, un portrait de F. Hodler, par lui-même, lithographie originale qui ne sera pas mise dans le commerce.

Le samedi 17 juin, au café Voltaire, 1, place de l'Odéon, M. Raymond Colleye, directeur de l'*Opinion Wallonne*, fera une conférence sur « *L'Art et la pensée de la Belgique française* », suivie d'une allocution de M. Jean Desthieux, secrétaire général de « La Société pour la Défense et illustration de l'art français ».

Nécrologie

On annonce la mort de M. Jules Hedeman qui, depuis dix ans, dirigeait avec une autorité et une compétence remarquables le service de politique étrangère au *Matin*.

M. Jules Hedeman, qui était d'origine hollandaise, s'était fait naturaliser Français. Au début de la guerre, il fut affecté au 19e territorial. Il demanda à partir sur le front, où il gravit successivement les échelons jusqu'au grade de lieutenant porte-drapeau.

Il vient de tomber glorieusement à Verdun.

Musées, Expositions

Les jouets ont déménagé du Pavillon de Marsan. Nous les reverrons ailleurs.

Des dessinateurs, des peintres, tels que Jaulmes, André Foy, Raffin, etc., ont composé des ensembles qui charment. Par eux, la gaîté entrera au cœur des logis et dans la maison claire, les êtres deviendront meilleurs.

Chez Druet, exposition moderne de tableaux, chaque mois renouvelée.

Chez Bernheim, rue Richepanse, œuvres de Luce Vuillard, Lebasque, Hermann Paul, Lacoste, etc.

Communiqués

Le premier des festivals de musique française réservés aux œuvres des compositeurs disparus, blessés ou mobilisés, aura lieu le 16 juin, à 2 h. 1/2, salle Gaveau, sous la présidence effective du comité d'honneur qui réunit les noms de MM. Albert Dalimier, Valentino, d'Estournelles de Constant, Gustave Charpentier, Vincent d'Indy, Gabriel Fauré, Paul Dukas, Jean Richepin, Saint-Georges de Boubélier, etc., etc.

Une allocution sera prononcée par M. Alfred Bruneau.

Au programme, des œuvres de MM. Auguste Delacroix (classe 1891), Marcel Labey (1895), Ladmirault (1896), Desrez (1898), Christian Riquet (1899), Ed. Flament (1902), Georges Krieger (1905), Roger Pénau (1906), avec le concours de MM. Ghasne, de l'Opéra-Comique ; Plamondon, de l'Opéra ; E. Gigoult, professeur au Conservatoire. L'orchestre, composé d'artistes de l'Opéra, de l'Opéra-Comique et de grands concerts dominicaux, sera dirigé par MM. Paul Vidal, Alfred Bachelet, Francis Casadesus, fondateur de l'œuvre, et Edouard Flament.

Tout ce que Paris comprend de musiciens et de mélomanes avertis tiendra à venir fêter ces compositeurs qui délaissant la plume pour le fusil, ont su faire de leur idéal la trame de leur quotidien, de leur plus discret héroïsme

∴

Une ligue vient d'être constituée sous la présidence de M. Paul Bureau, professeur à la Faculté libre de Droit et à l'Ecole des hautes études sociales, dans le but de réunir en une active coalition tous les citoyens qui, quelle que soit la diversité de leurs convictions politiques, philosophiques et religieuses, sont conscients du péril très grave et prochain que fait courir à leur pays la restriction coupable des naissances et veulent assurer le développement progressif de sa population.

Ce groupement qui prend le titre de « Pour la Vie », ligue pour le relèvement de la natalité française, sans négliger les diverses reformes législatives et économiques qui peuvent favoriser son action, entend se consacrer avant tout à une œuvre d'éducation morale destinée « à faire mieux connaître les devoirs que le souci de la perpétuité de la race impose à chaque citoyen » et que les tragiques circonstances que nous traversons rendent plus impérieux que jamais.

Tribune des Lecteurs

LE RATA DU POILU

Différents hommes politiques et journalistes influents se sont récemment occupés de la question de la nourriture des soldats.

C'est très gentil de leur part.

Seulement, nous avons bien peur, que toutes les promesses, par eux obtenues, ne soient que du bluff.

Le général Galliéni n'est pas arrivé, a-t-on dit, à tirer de leur torpeur coutumière les ronds-de-cuir du ministère.

Il n'est pas bien sûr que M. Thierry obtienne de meilleurs résultats avec ces messieurs les intendants, sous-intendants et leur séquelle d'mutiles sous-sous-intendants dont la Censure nous interdit de parler.

Car enfin, de même que pour les permissions, les ordres formels du ministre et du généralissime n'ont jamais été interprétés qu'à leur façon par certains chefs d'unités, les circulaires du sous-secrétaire d'Etat à l'Intendance n'ont pas, jusqu'ici, été beaucoup plus efficaces, et cela de part et d'autre toujours au détriment du poilu.

Sans plus insister on pourrait même ajouter — mais nous le permettra-t-on ? — que, depuis bientôt deux ans, jamais, vous entendez bien, jamais le soldat n'a touché entièrement ce à quoi il a droit.

Plus de morues, affirme-t-on. Tant mieux !

Mais, encore du riz ?

En vérité, la morue était encore préférable. Quelques-uns du moins en mangeaient. Le riz, lui, ne nourrit que les porcs des alentours des cantonnements !

Ordre est donné aux chefs d'unités de ne plus réaliser aucun « boni » sur la ration de vin.

C'est parfait. Mais limiter toute espèce de « boni » à une certaine somme par homme, c'eut été encore mieux.

Le « boni », n'est-ce pas lui qui fait tout le mal ?

Pour être bien noté, c'est à qui en réalisera le plus.

Comme c'est au compte des hommes que ces messieurs obtiennent la cote, il n'y a vraiment pas à se gêner.

Nous connaissons l'officier gestionnaire, d'une ambulance qui, en laissant crever de faim ses infirmiers, a obtenu en peu de temps un « boni » formidable dont il a été obligé de faire un versement. C'est tout juste si, pour ce haut fait, il n'a pas été cité à l'ordre de l'armée !

M. le sénateur Henry Bérenger parle « d'un contrôle qui sera fait dans les armées comme dans les casernes et dépôts de l'intérieur, par des intendants en mission.

Très bien, très bien. Mais si les plus sévères sanctions ne sont pas prises contre les affameurs, plus ou moins galonnés, des mobilisés, à quoi servira ce contrôle ?...

EDMOND-MICHEL T...

Martini
LE MEILLEUR
VERMOUTH DE TURIN

POUR LES TROUPES D'ORIENT

Séres, le 20 mai 1916.

Mon cher Directeur,

Je me permets de vous adresser cette lettre à propos des choses très injustes qui se passent ici au sujet des permissions.

Nous tous, poilus, nous avons vu sur le *Bulletin des Armées* que les troupes d'Orient avaient droit à une permission au bout de six mois, et, sur le front français, trois mois. Depuis juillet 1915 je n'ai pas vu ma femme ni mon enfant, et bien d'autres poilus sont dans mon cas, même il y en a qui ont un an de front ; mais, en revanche, certains officiers partent.

Allons, il faut de la justice partout. Pourquoi ici, loin de sa patrie, de sa famille, des siens, recevant très rarement des nouvelles, privés de tout, se voir là, sans pouvoir jouir de son droit à la permission de sept jours. Ceci se passe dans mon régiment et je ne me cache pas de l'écrire, car c'est honteux.

J'espère que vous serez mon interprète auprès du ministre de la guerre, pour intervenir en notre faveur, et donner la lumière sur ce qui se passe. — J. M.

Hémorroïdes
JUBOLITOIRES
SUPPOSITOIRES SCIENTIFIQUES
Antihémorragiques, Calmants et Décongestionnants
Laborat. de l'URODONAL, 2bis, R. de Valenciennes, Paris
La Boîte 1fr 5'50; les 4 1fr 20 fr.; Etranger 1fr 6 et 22 fr.

DANS LES CIMETIERES

Monsieur le Rédacteur en chef,

Lecteur assidu de votre estimable journal, j'y lis dans votre numéro du 14 juin l'article intitulé « Les visiteurs de la morte ».

Votre rédacteur a parfaitement raison dans l'ensemble de son article et je ne veux retenir qu'une chose, celle de la police du cimetière du Père-Lachaise.

Il est certain que les gardiens y sont en trop petit nombre et ceux qui s'y trouvent devraient être ailleurs. Trop vieux ils sont et incapables absolument de faire le moindre service. Ne connaissant comme discipline que l'heure, ils passent à 4 heures du soir dans une ligne droite qui les conduit directement à la porte de sortie, sans se soucier des visiteurs qui sont encore présents, sans les prévenir que c'est l'heure de la fermeture ; ceci leur importe peu, ils filent leur chemin et laissent derrière eux le monde qui peut se recueillir sur la tombe ou devant l'urne d'un parent ou d'un ami.

Ce qui fait qu'il est facile de rester dans le cimetière et très difficultueux d'en sortir, les gens honnêtes y arrivent pourtant, les autres n'ont aucune raison de se presser et le Père-Lachaise est grand ; malgré les rondes des deux pauvres gardiens et de leurs deux superbes chiens, il est très probable qu'on peut s'y terrer en toute tranquillité.

Comme l'auteur de l'article du « Mystère troublant », j'estime qu'il serait bon que la justice y mît son nez, qu'une garde fût faite sérieusement pour sauvegarder les tombes de ceux qui dorment leur dernier sommeil, afin que quiconque, soit de jour ou de nuit, ne se permette de souiller la sépulture de nos chers disparus et enfin, enfin ! qu'on renvoie chez eux les vieux gardiens de cimetière, trop vieux pour porter le nom de gardien, qu'ils soient envoyés dans leurs foyers au coin de leur feu et remplacés par des jeunes, réformés et mutilés de la guerre (ces derniers ne manquent pas) ; ils ont fait leurs preuves, et ceux-là seront de véritables défenseurs gardiens.

De cette façon, le scandale sera évité, les familles des disparus seront tranquilles et rassurées.

E.-P. PARIS.

Avez-vous besoin d'un renseignement ?

Vous pouvez le demander au

"BONNET ROUGE"

Il est répondu à toutes les lettres, soit par courrier, soit dans le journal sous la rubrique : RÉPONSE AU LECTEUR.

POUR LES LOYERS

Pour les questions d'ordre juridique

POUR LES CONTRIBUTIONS

Une permanence est établie les mardi et samedi, de 10 1/2 à midi, 14, rue Drouot.

Les réponses aux demandes de renseignements écrites sont publiées tous les jours, en deuxième page, sous la rubrique :

"LA DÉFENSE DES LOCATAIRES"

POUR TOUTES LES AUTRES QUESTIONS

Une permanence est établie les lundi, mercredi et samedi, de 17 à 19 heures à la Rédaction du BONNET ROUGE, 142, rue Montmartre.

La Défense des Locataires

C. M. 127. — Vous avez droit au bénéfice du moratorium.

R. S. 104. — Essayez de faire une transaction. Votre intérêt vous le commande.

M. T. 1861. — Vous ne réussirez pas par ce moyen. Il faut chercher une entente. A votre disposition.

T.-H. COURBEVOIE. — Le Sénat terminera d'ici la fin du mois l'étude de la loi et la discussion viendra en séance publique le mois prochain.

R. O. V. — Impossibilité absolue en ce moment. Mais le juge de paix peut donner l'autorisation de déménager.

M. T. 141, PASSY. — Inutilité absolue. Vous êtes mobilisé, cela suffit.

K. N. O. R. — Vous rencontrez les difficultés inhérentes à votre demande. Elle est juste, mais il faut le consentement du propriétaire.

Z., BÉCON-LES-BRUYÈRES. — Vous bénéficiez du moratorium.

H. O. VILLEJUIF. — Venez nous voir. Vous aurez toutes les facilités.

A. T. — Ce jugement est inacceptable.

Réponses au lecteur

BELLANGER. — Merci de votre offre aimable. Oui, ce peut être intéressant.

UNE LECTRICE. — Vous n'avez que trop raison. Malheureusement, le cas de votre mari n'est pas unique, et la censure étouffe les protestations de la presse.

ED. T. — Si nous publions à cette place et sous cette forme, c'est parce que — pour ce genre de copie — cela porte davantage ainsi.

A. C. — LOUIS B. — GEORGES SIMON. — UNE FIDÈLE LECTRICE. — UN POILU RÉPUBLICAIN. — Les militaires dont la famille habite l'Angleterre ou l'Italie peuvent être autorisés à passer chez eux leur permission du tour normal.

Pour les autres pays étrangers, il ne peut être accordé de permissions que dans des cas *absolument exceptionnels* laissés à l'approbation du ministre.

Les militaires, dont la famille réside en Angleterre ou en Italie, peuvent être autorisés par le ministre à passer chez eux leur congé de convalescence.

Les militaires qui, avant la mobilisation, avaient leur résidence légale dans les colonies françaises et qui obtiendraient un congé de convalescence de deux mois et au-dessus, peuvent, sur l'avis conforme du médecin traitant, être autorisés à passer la durée de ce congé dans les colonies. Pour les pays étrangers, l'autorisation ne peut être accordée que dans des cas *absolumcnts exceptionnels*.

Tout ce qui concerne la Rédaction *du* BONNET ROUGE (*copie, communiqués, avis de réunions, informations, etc.*) *doit être adressé* 142, *rue Montmartre.*

Variétés

LES SOCIÉTÉS de préparation militaire

On agite beaucoup, en ce moment, dans les milieux parlementaires, la question de rendre obligatoire pour tous les jeunes gens d'un certain âge (15 ou 16 ans), la participation effective aux exercices et aux séances d'entraînement des sociétés de préparation militaire.

Il semble que l'objectif visé par ces organismes ne soit pas atteint ou plutôt se trouve dépassé.

A quoi tendent-ils réellement ? Sans doute à préparer, à façonner le corps et l'esprit des adolescents pour leur métier futur et obligatoire de soldat. Si ce ne peut être qu'excellent pour le physique, on peut le considérer comme désastreux pour le moral. Il est bon et nécessaire que les muscles et les os encore en formation soient assouplis, éduqués et renforcés par des exercices continus et rationnels de gymnastique de plein air. Mais il n'est point besoin, pour cela, d'enseigner en même temps le maniement de la mitrailleuse, du débouchoir et de la lance, instruments archaïques et qui devraient être désuets, que les enfants et les adolescents n'affectionnent que trop déjà et dont on devrait leur défendre progressivement l'usage.

Après 6 ou 12 mois de préparation militaire, un garçonnet de 16 ans ne rêvera plus que plaies et bosses, « 120 long » et « chevaux de frise », et sera sincèrement navré que la guerre se termine un jour, car il ne distinguera point si elle est auguste, saine et nécessaire ou odieuse et condamnable. Il ne verra, quelque mauvais qu'en soient les prétextes, que la guerre, soit une occasion agréable de donner ou de recevoir des coups, de se mettre en vedette, de surpasser en bravoure les camarades. Car il serait niais de se le dissimuler, l'âme des adolescents, encore mal cultivée, enthousiaste et incapable de jugement sain, est un terrain très favorable au développement d'un idéal faux ou juste. Et l'idéal guerrier en est un bien triste.

Il suffit d'ailleurs pour se convaincre de la nocivité de ces organisations d'examiner un instant leurs membres, dans la rue, le sabre au côté, le bonnet de police sur l'oreille, orgueilleux, presque arrogants s'imaginant que « c'est arrivé » usant et abusant à tort et à travers de la trace d'autorité que leur donne un bout de galon vis-à-vis de leurs inférieurs.

C'est leur fausser l'esprit, en ne le remplissant que d'images de guerre et en leur inspirant une conception beaucoup trop grande de l'idée d'autorité et de discipline. Or, si nous faisons la guerre, c'est pour avoir la paix, et cet état d'esprit, forcé chez tous nos jeunes gens par une éducation militaire ne peut que leur être infiniment néfaste plus tard, lorsqu'ils en apprécieront toute la vanité. C'est leur réserver une désillusion profonde et triste.

Lorsque le moment de la bataille est venu, qu'il s'agit de défendre le patrimoine national, les instincts vindicatifs et féroces de l'être humain, si doux se soit-il montré dans la vie civile, se réveillent dans toute leur ampleur et dans toute leur force, aussi vifs et aussi cruels que ceux de l'ancêtre qui défendait ses petits et son foyer, dans les cavernes sombres de l'ancienne Gaule. Alors, pourquoi stimuler ces sentiments farouches qui renaîtront à point nommé ?

Laissons-les plutôt sommeiller. Ils ne peuvent être d'aucune utilité dans la paix qui doit être et sera le seul régime du monde. Cultivons et faisons fleurir dans l'âme des jeunes hommes la bonté, la générosité et l'abnégation, vertus utiles aussi bien à celui qui les exerce qu'à celui qui en bénéficie, à l'encontre des sentiments qu'on est convenu de nommer les vertus guerrières, bravoure et stoïcisme qui ne peuvent nuire qu'aux uns et aux autres dans la vie ordinaire.

Les sociétés de préparation militaire seraient donc un mal, dans une certaine mesure, mais un de ces maux nécessaires comme la guerre ou la censure qu'il faut employer parfois ou subir sans récriminations pour arriver au mieux, sinon au bien.

Et il faut nous résigner, car, hélas ! un régime de paix universelle n'est pas encore prochain, bien que prévisible, il faut admettre que ces systèmes éducatifs de notre jeunesse sont, aux temps actuels, indispensables, qu'ils doivent être appliqués par toute la France, immédiatement, de façon suivie, réglée et forcée.

C'est par eux seulement que nous arriverons, d'abord, à réduire de façon considérable la durée du service actif, puis, enfin, à mettre en œuvre les admirables principes jaurésiens de la nation armée, jusqu'à ce que la troisième ou quatrième génération de nos descendants envoie définitivement au dépotoir les armes blanches ou à feu qui nous coûtent maintenant tant de vies, d'espoirs et d'intelligences, mais que nous sommes absous d'utiliser pour sauver les vies, les intelligences et les espoirs de demain.

Jean LURKIN.

Arthritiques vous êtes menacés...

Rhumatismes, Goutte, Maux de reins, Gravelle, Artério-Sclérose, Diabète, Albuminurie...

...de ces différentes maladies si vous ne débarrassez votre organisme de l'acide urique. Buvez donc à chaque repas de l'eau minéralisée avec des

Lithinés du Dr Gustin

qui dissolvent et éliminent ce poison en lavant les reins.

1 fr. 20 la boîte de 12 paquets faisant 12 litres d'eau minérale

Dans toutes les bonnes pharmacies. Dépôt gén^al : 111, r. Mont-Cenis, Paris

Tous les sports

CYCLISME

Saint-Germain-Chauffour et retour

Le brevet de 100 kilomètres de la Société des courses se disputera dimanche prochain sur le parcours Saint-Germain-Chauffour et retour.

Le brevet sera accordé à tout cycliste terminant les 100 kilomètres en moins de 5 heures.

De nombreux prix récompenseront les vingt premiers classés.

Le départ de cette épreuve sera donné à une heure de l'après-midi à la grille d'Hennemont à Saint-Germain.

Les concurrents passeront par la route nationale, Aubergenville, Epone, Mézières, Mantes, Rolleboise, Bonnières et Chauffour. Retour par le même itinéraire.

Les engagements en vue de cette épreuve sont reçus tous les soirs, 37, rue Saint-Georges.

Champigny-Coubert et retour

Le Comité de la F.C.A.F. fera disputer dimanche prochain pour le parcours Champigny à Coubert sa deuxième course interclubs.

Cette épreuve de 50 kilomètres sera réservée aux coureurs licenciés de la fédération.

Le départ sera donné en haut de la côte de Champigny à 9 heures.

Les engagements reçus tous les soirs au siège de la F.A.C.F., 17, rue de Clignancourt, seront clos demain soir, vendredi 16.

Coupe nationale (U.S.F.S.A.). — C'est dimanche, 18 juin, à 3 heures, sur le terrain du C.A.S. Générale, avenue Victor-Hugo, à Boulogne, que se rencontreront les équipes du C.A. Société Générale de l'U.S. Amicale de Clichy.

Ce match, qui sera certainement un des plus intéressants disputés en cette saison, comptera pour le classement de la Coupe nationale.

Les deux teams ont été choisis parmi les meilleurs joueurs de chaque club, c'est dire si la rencontre sera serrée.

***Le Bonnet Rouge* publie**

tous les jours
les convocations et les communiqués des groupements sportifs

tous les samedis
les programmes du « Dimanche sportif »

tous les dimanches
les premiers résultats des épreuves sportives

tous les lundis
les résultats complets des épreuves de la veille

La Cherté de la Viande

La conférence des maires qui s'est tenue hier au ministère de l'intérieur sous la présidence de M. Malvy, a adopté la motion suivante, que lui présentait le maire de Lyon, M. Edouard Herriot :

Les maires des grandes villes de France, consultés par le ministre de l'intérieur sur les moyens de remédier à la hausse des viandes contre laquelle il importe de réagir, émettent l'avis que cette hausse, provoquée par la réduction de la production, par l'insuffisance de l'importation, par l'abondante consommation de l'armée, pourrait être efficacement combattue par l'unité de fourniture à la population civile et à l'armée : que, pour réaliser cette unité, et mettre fin aux conséquences qui résultent pour la population civile de la réquisition militaire, il y a lieu de constituer à Paris, sous le contrôle direct du gouvernement, un Office chargé de procéder à la répartition rationnelle du bétail disponible et à la surveillance des ventes.

Les Planches

ECHOS

Dans ma critique de La Charrette Anglaise, *au Gymnase, j'ai complètement délaissé le jeu des comédiens.*

C'est, d'ailleurs, intentionnellement que je me suis abstenu de les mettre en cause. Sur ce point, je ne suis singularisé en n'imitant point mes confrères qui s'attachèrent uniquement à louer les interprètes et à dédaigner les auteurs.

Je suis, ces jours derniers, retourné au Gymnase ; j'ai voulu, à nouveau entendre la pièce.

Outre que cette seconde visite m'a confirmé dans mon opinion du premier jour, je dois dire que les acteurs sont dignes des rôles qui leur ont été confiés.

En tête, tout à fait en dehors du lot — pour employer le langage du turf — se détachent Harry Baur, *dont la sobriété de moyens ,dont la vérité de composition font davantage encore ressortir le comique intense :* Louis Maurel, *dans un rôle classique de confident, parémente ses répliques d'un bongarçonnisme hilarant, et* Henri Detreyn, *pour qui* La Charrette Anglaise *marque vraiment les débuts dans la comédie. Il fit oublier qu'il fut un temps chanteur d'opérette, tant il mit de grâce, de délicatesse et de charme dans son rôle de héros malgré lui.*

Jane Danjou *est nerveuse, très nerveuse, surtout dans* Germaine Gondrecourt, *qui exige plus de tendresse et d'émotion.* Gaston Dubosc *est mal à son aise en aviateur anglais, décoré et alcoolique, et* Rysor *est une miss charmante et pratique comme on sait l'être de l'autre côté du chenal.*

Il est juste d'associer les acteurs au succès de la pièce, succès qui s'affirme chaque jour davantage.

wwww

M. Michel Mortier, *l'ex-directeur du théâtre Michel, de qui nous avons publié, ces jours derniers, une lettre relatant les succès de sa gestion de la scène de la rue des Mathurins, était de ceux — les rares — qui prévoyaient que cette guerre s'éternise rait.*

Il racontait à tout venant que les hostilités ne cesseraient pas avant cinq années.

Bien entendu, on riait ; on le traitait de pessimiste exagéré.

Et lui, à l'appui de ses dires, insistait :

— Croyez-vous que ceux qui partirent pour la guerre de Cent Ans s'imaginaient en avoir pour un siècle ?

Certes, cela est juste ! ! ! Aussi serions-nous désireux que M. Michel Mortier *nous donnât l'opinion de ceux qui en revinrent.*

Sur ce point, l'Histoire est muette.

wwww

Pour la première fois depuis la guerre, cette année, les hommes pourront concourir au Conservatoire.

On se souvient qu'en effet l'an dernier, les femmes seules étaient admises à faire valoir le profit qu'elles avaient tiré de leurs études.

Les concours du mois prochain comprendront des hommes.

Et certains des élèves que des conseils de revision successifs ont maintenu civils, craignent une désapprobation du jury.

D'autres ,plus jeunes, tremblent à l'idée d'être pris pour des tireurs au flanc, ce sont Krimer *et* Pisani, *qui, deux jours après leur concours de comédie, partiront pour leur dépôt.*

1917 et les années suivantes ne les verront pas rue de Madrid. Cela ne mérite-t-il pas quelque considération ?

CE SOIR

Théâtres

COMÉDIE-FRANÇAISE. — 7 h. 45. *Britannicus. Gringoire.*
ODÉON. — Relâche.
OPÉRA-COMIQUE. — Relâche.
TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 15. *Les Noces de Jeannette.*
GAITÉ. — Relâche.

PORTE-SAINT-MARTIN. — 8 h. 15. *La Flambée* jeudi, samedi, dimanche, soirée. Jeudi et dimanche matinée avec Mme Véra Sergine, MM. Jean Kemm, André Calmettes, Cazalis

VARIÉTÉS. — 8 h. 30. *La Belle de New-York.*
GYMNASE. — 8 h. 30. *La Charrette Anglaise.*
ANTOINE. — 8 h. 30. — *La Revue du Théâtre Antoine. L'Ecole du Pistolet*

NOUVEL-AMBIGU. — 8 h. *La Femme X...*, avec Mme Jane Hading ; samedi soirée, dimanche, matinée et soirée, dernières. Mardi, première reprise du *Chemineau*, avec Mme Moreno, MM. Daragon, Monteux, Cazalis.

RENAISSANCE. — 8 h. 10. *L'Hôtel du Libre-Echange.*
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. *Le Veilleur de Nuit.*
BOUFFES-PARISIENS. — Relâche.
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30. *Le Château de la Mort Lente. — Le Bout du Nez. — Bon souper, bon gîte, et.. — L'Anniversaire.*
DEJAZET. — 8 h. 30. *Les Surprises du Divorce.*
VAUDEVILLE. — 2 h. 30 et 8 h. 30. *Jules César.*
ALBERT 1er. — 8 h. 30. *Le Mystérieux Jimmy.*
NOUVEAU-CIRQUE. — 8 h. 30. *Le Mariage de Caïroli.*

Music-Halls - Concerts - Cabarets

FOLIES-BERGÈRE — 8 h. 30. *La Revue des Folies-Bergère.*
OLYMPIA. — 8 h. 30. Spectacle varié.

CONCERT MAYOL. — La grande revue annuede *C'est Couru !* 2 actes, 20 tableaux, 100 artistes, 600 costumes. Au 12e tableau *Les Beautés Mondiales*, grand défilé des 50 plus jolies filles du monde.

MARIGNY. — 8 h. 30. *La Revue de Rip.*
SCALA. — 8 h. 15. *Vas-y Pépère*, revue.
ELDORADO. — 8 h. 30. *Les Cloches de Corneville.*
BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. *Les Saltimbanques.*
AMBASSADEURS. — 8 h. 30. Revue.
GAITÉ ROCHECHOUART. — 8 h. 30. Revue.
MOULIN DE LA CHANSON. — 8 h. 30. Les chansonniers et la revue.
KRIMER ET PISANI CHANTE. — 8 h. 30. Les chansonniers et la revue.
LA CHAUMIÈRE. — 8 h. 30. Les chansonniers.
Midi Bonge, revue, et *Pandore*, pièce d'ombres.
LE CAGIBI. — 8 h. 30. *La Revue du Cagibi.*

CHEZ SENGA, 25, rue Fontaine. — 8 h. 30. Concert avec les meilleurs artistes.

Tous les jours, à 4 heures, apéritif-concert. Fauteuils, 0 fr. 50.

EUROPÉEN (tél. Marcadet 13-35). — Gaby Montbreuse, Carjol, Georgius, Turcy, Max Trébor, Christ-Yan, Gaimon, Mag-Lère, Liane d'Ax, etc. Pour terminer Carjol, Turcy et Lacotte dans l'hilarant vaudeville *Sans façon mon lieutenant*. Fauteuil un franc.

Cinémas

CINEMA DES NOUVEAUTÉS, Aubert-Palace, 21, boulevard des Italiens. — Tous les faits divers mondiaux. Grand orchestre symphonique. Séances permanentes de 2 heures à 11 heures

OMNIA-PATHÉ. — *Les Deux Marquises* (M. L. Derval, L. Piron) ; *Mourir pour vivre* ; *Mentoultant correspondant de guerre* ; *J'épouse la sœur de ma veuve* (Prince).

TIVOLI-CINEMA. — Tous les faits divers mondiaux. Les plus jolis films. Programme varié, intéressant. Orchestre symphonique. Tous les jours de 2 à 11 heures.

THÉATRES AYANT CLOTURÉ :
Opéra, Capucines, Cluny, Michel, Réjane, Sarah-Bernhardt, Châtelet, Athénée, Apollo.

Courrier des spectacles

COMÉDIE-FRANÇAISE. — Demain, en soirée 8 h., *Aquoi rêvent les jeunes filles. L'Humble offrande. Polyeucte* (pour la continuation des débuts de M. de Max).

wwww

PORTE-SAINT-MARTIN. — L'effet prodigieux l'intense émotion patriotique que produisent, à la Porte-Saint-Martin, sur un public saisi, empoigné, les admirables scènes de *La Flambée*, sont la conséquence de l'interprétation hors ligne où l'on voit Mme Véra Sergine au talent si pittoresque, M. Jean Kemm, M. Calmettes. Cela constitue un ensemble unique que le public ne se lasse pas d'applaudir.

wwww

NOUVEL-AMBIGU. — *La Femme X...* ne sera plus donnée que quatre fois, ce soir jeudi, samedi soir, dimanche, matinée et soirée. Mardi, première représentation du *Chemineau*, de M. Jean Richepin, avec Mlle Marguerite Moreno ; MM. Jean Daragon, Monteux, Cazalis, etc.

wwww

BOUFFES-PARISIENS. — C'est samedi prochain que le théâtre des Bouffes-Parisiens fera une reprise de *Mon Bébé* : son succès est encore présent à la mémoire de tous. Quelle belle aubaine est offerte aux admirateurs de Max Dearly, qui pourront l voir e il erevoir dans une de ses plus délicieuses créations. La location est ouverte.

wwww

CONCERT MAYOL. — Aujourd'hui jeudi, matinée de la merveilleuse revue *C'est couru !* 2 actes, 20 tableaux, 100 artistes. Au 12e tableau *Les Beautés mondiales*, avec 50 jolies femmes, toutes premiers prix de beauté. Fauteuils, 1, 2, 3 francs.

wwww

OMNIA-PATHÉ (5, boulevard Montmartre, à côté des Variétés). — Marie-Louise Derval, Léa Piron Suzanne Munie, Kemm, Escoffier, telle est la pléiade d'artistes qui ont joué dans le superbe film : *Les Deux Marquises*, qui figure au programme de cette semaine. *Mourir pour vivre* est un film artistique italien très curieux, qui démontre que, pour vivre heureux, il faut d'abord se faire passer pour mort. Prince nous donne une comédie désopilante sur le thème connu : *J'épouse la sœur de ma veuve*, un *Mentoultant correspondant de guerre*, des actualités du front, des voyages, tout cela compose un programme merveilleux comme on n'en trouve qu'à l'Omnia.

CIDRE sup^r 65 fr. la pièce. **ANTOINE**, Le Mans (Sarthe)

Les Réunions

COURS ET CONFÉRENCES

Ligue des Boulangères. — La fin de juin est une époque de renouvellement périodique ou d'attribution des sursis des boulangers.

Pour ce moment, on prévoit un mouvement important que la « Ligue des boulangères » désirerait plus complet encore et plus significatif.

Afin d'arrêter les bases de son action auprès des pouvoirs publics, elle